

20
06

GRUPE DIFFUSION PLUS

RAPPORT ANNUEL

20
07

SOMMAIRE

- 3 * Le message du Président
- 4 * Les chiffres clés
- 6 * Nos services
- 7 * Le marché
- 8 * La communication directe
- 9 * La logistique de vente à distance
- 10 * Évènements marquants
- 11 * Organigramme
- 12 * Responsables du rapport annuel,
responsables du contrôle
des comptes et de l'information
- 14 * Sommaire cahier financier
- 81 * Sommaire rapports et informations
- 91 * Ordre du jour et texte des résolutions

Mesdames, Messieurs,
Chers Actionnaires,

Le chiffre d'affaires consolidé enregistre une progression de 3,8 % et atteint 99,75 millions d'euros. Le dernier trimestre de l'exercice (février, mars et avril) a été pénalisé par l'attentisme lié aux élections, pendant cette période le chiffre d'affaires a baissé de 2,4 %. Globalement nous avons traité 1,16 milliard d'objets (+2,9 %).

Notre filiale Dinexis a connu des difficultés importantes qui se sont accentuées au cours de l'exercice :

- baisse de productivité ;
- conditions tarifaires inadaptées pour certains clients ;
- modification des conditions d'achat de prestations de tri par La Poste.

Ces éléments ont fortement impacté les comptes consolidés. Le résultat d'exploitation qui était de 7,03 M€ au 30.04.2006 est de 3,26 M€ au 30.04.07. Les amortissements, dépréciations et provisions passent de 8,44 M€ à 9,74 M€, dont 9,31 M€ d'amortissements contre 8,62 M€ sur l'exercice précédent. Le résultat opérationnel régresse fortement à 1,16 M€ du fait de charges non courantes comptabilisées pour 2,10 M€ liées aux opérations de restructuration et de cession de Dinexis.

Le 27 juillet 2007, nous avons cédé 95 % du capital de Dinexis avec effet au 01.05.07.

Le résultat net part du Groupe est négatif de 0,31 M€. Malgré cela, la situation financière s'est améliorée, l'endettement net est passé de 23,17 M€ à 19,04 M€. Le ratio dettes à moyen et long terme sur capitaux propres, après répartition, est passé de 74,88 % à 63,61 %.

Nous proposons à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 0,60 euros par action.

L'exercice 2007-2008 sera marqué par le redressement de la rentabilité et par la mise en place de la nouvelle offre de marketing direct de La Poste.

Le 11 juillet 2007, le parlement européen a adopté le texte proposant la libéralisation intégrale du secteur postal à partir du 1^{er} janvier 2011, la France, entre autres, a obtenu ainsi un délai supplémentaire de deux ans.

Au nom de Groupe Diffusion Plus, je tiens à vous remercier pour votre confiance.

William Mériel,
Président Directeur Général.



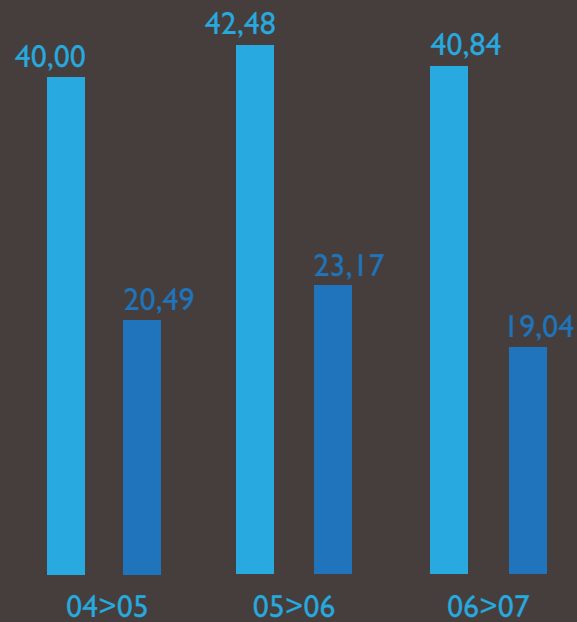
*William Mériel,
Président Directeur Général*



ÉVOLUTION DU
CHIFFRE D'AFFAIRES (EN M€)

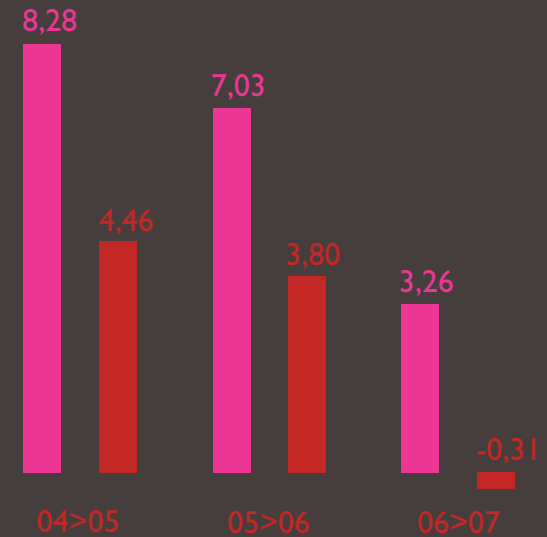


ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES
(AVANT DISTRIBUTION)
ET DES DETTES FINANCIÈRES NETTE (EN M€)



Capitaux propres
Dettes financières nettes

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION
ET DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (EN M€)

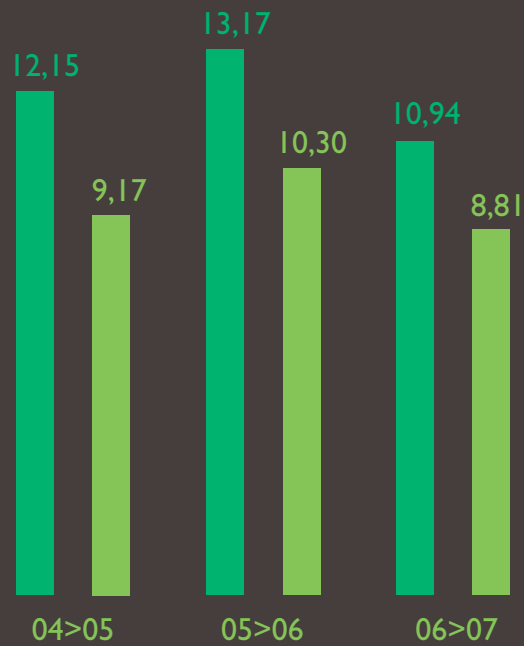


Résultat d'exploitation
Résultat net (part du groupe)

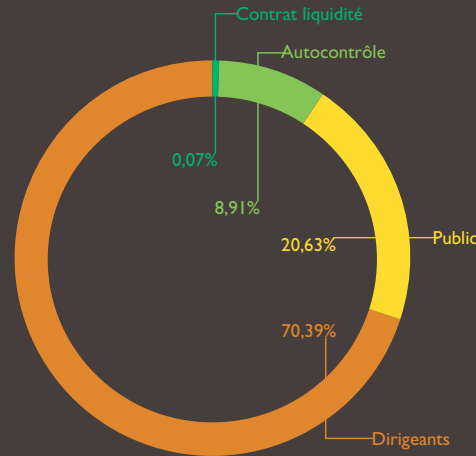


RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT AU 30/04/2007

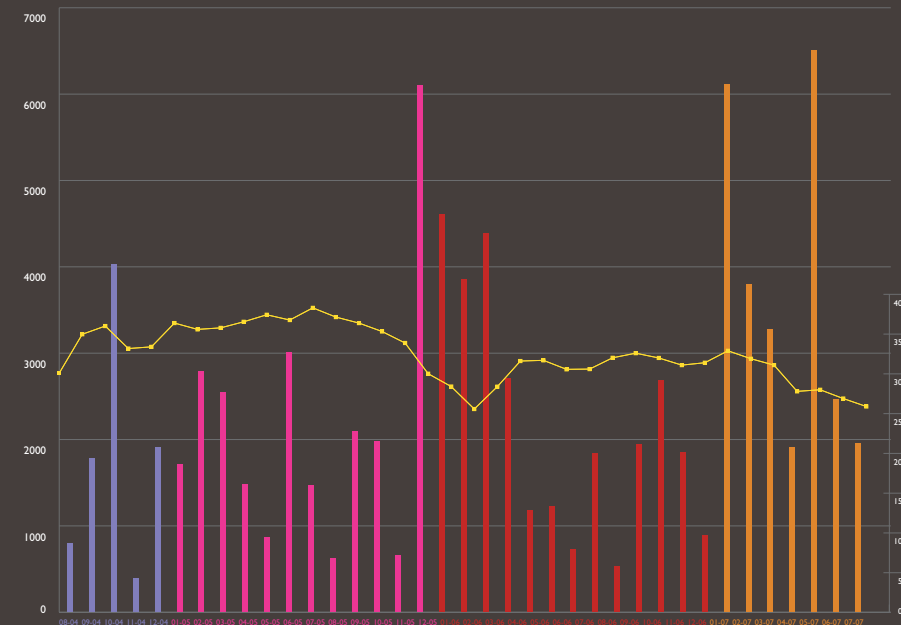
ÉVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT ET DES INVESTISSEMENTS NETS (EN M€)



■ Marge brute d'autofinancement
■ Investissements



ÉVOLUTION DU COURS DE LA BOURSE





Des nouveaux locaux pour Fidback, spécialisée dans le conseil et la réalisation d'actions de communication directe

Prestataire incontournable dans la logistique de la communication directe, le GROUPE DIFFUSION PLUS accompagne les entreprises de vente à distance, les clients utilisant le marketing direct ou les grands donneurs d'ordres en matière d'imprimés de gestion (factures, relevés de comptes. ...).

Son potentiel de production et ses récents investissements et développements dans les domaines de l'édition de gestion et de l'impression variable en font un interlocuteur majeur proposant un éventail complet de services :

- * La communication directe (traitement du message) ;
- * La logistique de vente à distance (traitement de la commande) ;

LE GROUPE DIFFUSION PLUS compte plus de 1000 clients avec lesquels nous entretenons un réel partenariat et notamment les plus grands opérateurs des divers secteurs d'activité :

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| * VPC | * TELECOMMUNICATION |
| * MULTI MEDIA | * BANQUES ET ASSURANCES |
| * TELE ACHAT | * AGENCES DE PUBLICITE |
| * GRANDE DISTRIBUTION | * ASSOCIATIONS |
| * INDUSTRIE | * PRESSE EDITION |
| * SECTEUR PUBLIC | |

Le marché de la vente par correspondance et du marketing direct s'insère dans celui plus général de la communication.

D'après l'enquête FRANCE PUB, les dépenses de communication des annonceurs ont atteint 32,52 milliards d'euros en 2006, soit une hausse de 2,1 % par rapport à 2005.

Les dépenses en marketing direct se sont élevées à 9,98 milliards d'euros (- 1,1 %) et représentent 30,7 % des dépenses publicitaires. Les dépenses pour la partie mailing ressortent à 4,82 milliards d'euros, en baisse de 1,5 % par rapport à 2005. L'achat d'espaces internet est en hausse de 42 % mais ne représente que 1,7 % des dépenses des annonceurs.

Concernant la libéralisation du secteur postal, la directive européenne du 10.06.02 (2002/39/CE) a adopté l'échéancier suivant :

- * Au 01.01.03 seul le courrier inférieur à 100 grammes est resté sous monopole. Précédemment le poids du courrier sous monopole était fixé à 350 grammes.
- * Le 01.01.06 le poids du courrier sous monopole a été ramené à 50 grammes.
- * Le 01.01.09 l'ensemble du courrier devait être sorti du monopole, mais le 11 juillet 2007, le parlement européen a octroyé un délai supplémentaire de deux ans, soit le 1^{er} janvier 2011, pour la libéralisation intégrale du secteur postal, à l'exception de certains cas particuliers.



Façonnage chez Diffusion Plus



LE MARKETING DIRECT, LA VENTE À DISTANCE

Afin d'optimiser les investissements publicitaires, il est nécessaire de sélectionner des fichiers d'adresses fiables. Ces fichiers sont traités pour permettre l'élimination des doublons et les mettre éventuellement aux normes postales.

En fonction de certains critères, et grâce aux bases de données comportementales, le message adressé pourra être personnalisé tant au niveau des textes que des images, de telle sorte qu'il corresponde le plus possible aux probabilités d'achats du consommateur final.

Afin de favoriser l'acte d'achat, nous pouvons coller sur les documents des petits objets (clés de voiture, cartes de fidélité,...) ou des échantillons (produits de beauté, ...).

Les documents doivent ensuite être façonnés (pliage, massicotage,...) ou assemblés (feuillet, catalogue,...).

Le message est alors prêt à être conditionné sous film ou sous enveloppe.



Arrivée d'une Xeikon 6000 chez Data One dans le parc d'impression numérique

LA GESTION DE CLIENTÈLE

L'envoi en nombre de factures, de relevés de comptes, ... nécessite un très haut niveau de sécurisation auquel nous satisfaisons par la mise en place de systèmes automatiques de contrôle assurant aux clients l'intégrité de chaque pli et l'intégralité de l'expédition.

La réception des données, le traitement des fichiers, la composition des documents, l'impression et le conditionnement sous enveloppe constituent les étapes préalables à l'expédition.

A chaque étape principale du processus, le client peut avoir accès en temps réel à l'état d'avancement de la production via internet.

Enfin, nous pouvons assurer l'archivage électronique des documents.

Une partie importante des volumes traitées tant en marketing direct qu'en gestion de clientèle est expédiée par voie postale.

LA LOGISTIQUE DE VENTE A DISTANCE

A la demande de nos clients, nous pouvons recevoir directement les commandes en provenance du consommateur final par tous les moyens (courrier, téléphone, minitel, internet). La saisie de la commande renseigne des bases de données et permet d'éditer les documents d'accompagnement du colis (factures, étiquettes, adresses...).

Les produits sont réceptionnés, contrôlés et stockés dans nos locaux. Nous préparons les commandes (mono ou multi produits) que nous expédions par tout type de transport à destination de la France ou de l'étranger.

Comme pour la « communication directe », la grande majorité des colis sont expédiés par LA POSTE, avec laquelle nous avons un contrat spécifique de prestations. Ce savoir-faire est particulièrement adapté aux besoins du commerce électronique.

Nous avons cédé le 27.07.07 95 % du capital de Dinexis.

De ce fait, le Groupe n'est plus actif dans ce domaine.



LES ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

10

JUIN 2006

Prise de participation à hauteur de 15 % dans le capital de la société REGROUPEURE dont l'activité est le regroupement et le tri de courriers.

DÉCEMBRE 2006

Suite à la dégradation importante des comptes de DINEXIS, nous nous sommes séparés de son Directeur Général.

JUILLET 2007

Cession de 95 % du capital de Dinexis avec effet au 1^{er} mai 2007.



ORGANIGRAMME DU GROUPE AU 30.04.2007

SA GROUPE DIFFUSION PLUS

au capital de 2 019 600 euros.

100 % * SAS DIFFUSION PLUS

Au capital de 1 032 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

SAS DINEXIS (100 %)

Au capital de 500 000 euros.

Logistique de vente à distance.

100 % * SAS EMISSAIRES

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

100 % * SARL DATA ONE

Au capital de 1 300 000 euros.

Impression,

personnalisation laser,

édition de documents de gestion.

Conditionnement et expédition de courriers.

100 % * SAS NORD SOUS FILM

Au capital de 40 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

51 % * FIDBACK CRM SERVICES

Au capital de 120 000 euros.

Conseil, conception et réalisation d'actions

de communication directe.

100 % * SAS LA PARISIENNE DE ROUTAGE

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

Travaux manuels. Colisage.

100 % * SA PORENVEL

Au capital de 51 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

55 % * SL MAILTEC DIFUSIÒN

Au capital de 420 700 euros.

Impression. Personnalisation laser.

Conditionnement et expédition de courriers.

99,9 % * SCI LA GROSSE REMISE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

70 % * SCI POUR L'EUROPE

Terrain utilisé par Dinexis.

70 % * SCI LES SPIREES

Terrain utilisé par Diffusion Plus.

100 % * SCI ESPACE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

100 % * SCI PROVENCE

Terrain utilisé par Emissaires.

SOCIÉTÉS NON CONSOLIDÉES

19,62 % * SA TAGG INFORMATIQUE

Au capital de 2 548 400 euros.

Traitement informatique de données,

personnalisation laser.

7 % * SARL BDM PLUS

Au capital de 35 000 euros.

Conseil en communication directe.

15 % * SAS REGROUP'EURE

Au capital de 100 000 euros.

Regroupement et tri de courriers.



RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL, RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES ET DE L'INFORMATION

ORGANES DE DIRECTION

Président Directeur Général

* William Mériel

Directeurs Généraux Délégués

* Daniel Ferrand * Philippe Miserey

Conseil d'Administration

* William Mériel * Mauricette Mériel
* Philippe Miserey

COMITÉ DE DIRECTION

* William Mériel, Président Directeur Général

* Daniel Ferrand, Directeur Général Délégué

* Philippe Miserey, Directeur Général Délégué

* Gabriel Brès, Directeur DATA ONE

* Michel Landry, Directeur EMISSAIRES

* Stéphane Pierre, Directeur Général FIDBACK CRM SERVICES

RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires et au public pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et perspectives de la société, ainsi que sur les droits attachés aux titres.

William MERIEL

Président Directeur Général

RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

* SCOGEX 20 Rue de Verdun 27000 EVREUX

* MAZARS, DUPARC ET ASSOCIES 53 Rue Louis Pasteur 76135 MONT SAINT AIGNAN

RESPONSABLES DE L'INFORMATION

* GROUPE DIFFUSION PLUS - Philippe MISEREY - pmiserey@diffusionplus.net

* ASSET COM - Laurence COSTES - lcostes@assetcom.fr

CAHIER FINANCIER

- 16 * Rapport de gestion
- 25 * Comptes consolidés
- 28 * Tableau des flux de trésorerie
- 29 * Tableau de variation des capitaux propres consolidés
- 30 * Annexe aux comptes consolidés
- 55 * Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
- 56 * Comptes sociaux
- 59 * Annexe aux comptes sociaux
- 72 * Tableau des résultats financiers
- 73 * Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux
- 75 * Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

MESDAMES,
MESSIEURS,

Nous vous avons réunis en assemblée générale, conformément aux dispositions de la loi et de nos statuts, afin de vous rendre compte de l'activité de notre société et vous soumettre, pour approbation, les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2007, et l'affectation du résultat.

I - L'ACTIVITÉ DU GROUPE CONSOLIDÉ

1 > Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 99,75 M€, soit une progression de 3,79 %. Le dernier semestre de l'exercice a été pénalisé par l'attentisme lié aux élections, pendant cette période le chiffre d'affaires a baissé de 2,4 %. Globalement, sur l'ensemble de nos activités, nous avons traité 1,16 milliard d'objets qui se répartissent comme suit :

	06.07*	05.06*
Mailings (Postimpact - Tempost MD)	749,7	737,3
Catalogues	8,2	6,7
Lettres (Tarif Général Tempost G)	113,3	95,3
dont contenu imprimé dans le Groupe	(111,8)	(81,5)
Divers (messages)	276,1	274,5
Colis (Poste)	10,6	11,8
Colis (Transport)	1,0	1,1
Total	1 158,9	1 126,7

* en millions d'exemplaires.

2 > Résultats

Notre filiale DINEXIS a connu des difficultés importantes qui se sont accentuées au cours de l'exercice :

- baisse de productivité.
- conditions tarifaires inadaptées pour certains clients.
- modification des conditions d'achat des prestations de tri par la poste.

Ces éléments ont fortement impacté les comptes.

Le résultat d'exploitation, qui était de 7,03 M€ au 30.04.06 passe à 3,26 M€.

Les achats consommés et charges externes progressent de 7,71 %, les variations les plus importantes concernent les loyers + 18,63 %.

L'entretien et la maintenance + 10,05 %.

Les honoraires + 23,08 %.

Les transports + 22,66 %.

Les impôts et taxes sont de 3,39 M€ (+ 12,50 %).

Principalement du fait de l'augmentation de la taxe professionnelle.

Les frais de personnels s'élèvent à 35,78 M€ (+ 7,38 %).

Les frais de personnels et d'intérim représente 49,61 % du chiffre d'affaires (49,48 M€) contre 48,44 % sur l'exercice précédent.

Les amortissements, dépréciations et provisions atteignent 9,74 M€ (+15,41 %).

Les amortissements seuls représentent 9,31 M€ (+ 8,07 %).

Le résultat opérationnel régresse fortement à 1,16 M€ du fait des charges non courantes comptabilisées pour 2,10 M€ correspondant à des charges de restructuration puis à des charges liées à la cession de DINEXIS qui a été cédée le 27.07.2007 avec effet au 1^{er} mai 2007.

Le coût financier est stable à hauteur de 1,13 M€.

Le résultat net, part du Groupe, est négatif de 0,31 M€ contre un résultat positif de 3,80 M€ sur l'exercice précédent.

3 > Investissements

Les investissements nets de cessions s'élèvent à 8,81 M€ contre 10,30 M€ sur l'exercice précédent.

4 > Structure financière

Les capitaux propres après répartition baissent de 0,97 M€ pour atteindre 40,17 M€. Les emprunts et les dettes financières à moyen et long terme sont de 27,55 M€ et enregistrent une baisse de 5,25 M€. Les dettes nettes (emprunts et dettes financières moins la trésorerie) ressortent à 19,04 M€ contre 23,17 M€ au 30.04.2006. Les effets de la cession de 95 % du capital de Dinexis ont été classés en actifs destinés à être cédés pour 21,78 M€ et en passifs destinés à être cédés pour 18,98 M€.

5 > Effectif moyen du personnel permanent

	30.04.07	30.04.06
GROUPE DIFFUSION PLUS	13	10
DIFFUSION PLUS	533	537
DINEXIS	184	179
DATA ONE	136	116
EMISSAIRES	82	82
MAILTEC DIFUSIÒN	82	71
NORD SOUS FILM	48	47
PORENVEL	38	38
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	42	40
FIDBACK	18	10
EFFECTIF TOTAL	1 176	1 130

II - L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La société GROUPE DIFFUSION PLUS gère ses participations. Elle réalise des prestations de services pour ses filiales et perçoit des loyers.

Le chiffre d'affaires de la société mère est de 5,08 M€. Il est en hausse de 8,27 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation passe de 1,79 M€ à 1,24 M€.

Les charges de personnel sont de 1,64 M€ contre 1,19 M€ sur l'exercice précédent, du fait de transfert de personnel de filiales pour renforcer le pôle informatique commun et du recrutement d'un commercial grand compte.

Les dotations aux amortissements et aux provisions représentent 0,85 M€, sur l'exercice précédent elles étaient de 0,65 M€. Les principales variations proviennent d'une augmentation des amortissements corporels (+ 0,10 M€) et d'une augmentation des provisions sur titres d'autocontrôle (+ 0,11 M€).

Le résultat financier qui était de 2,07 M€ au 30.04.06 passe à 0,74 M€ au 30.04.07, nous avons perçu 1,54 M€ de dividendes contre 1,71 M€ sur l'exercice précédent. Sur l'exercice précédent nous avons constaté une reprise de provision de 0,21 M€ sur les titres MAILTEC DIFUSION. Sur cet exercice, nous avons enregistré une dépréciation de 1 M€ sur les avances en compte courant DINEXIS qui subsistent après la cession de cette société, une clause du contrat de cession des titres de DINEXIS nous permettra éventuellement de recouvrer une partie de cette avance en fonction des résultats de l'exercice 2007/2008.

Le résultat exceptionnel est négatif de 4,09 M€. Au 30.04.06 il était négatif de 2,12 M€. Il tient compte des abandons de créances suivants :

- DATA ONE : 1,70 M€
- DINEXIS : 1,35 M€
- FIDBACK : 0,75 M€

Sur l'exercice précédent les abandons de créances représentaient 2,00 M€.

La charge d'impôt sur les bénéficiaires est négative de 0,76 M€, compte tenu de l'incidence de l'intégration fiscale.

Le résultat net est négatif de 1,35 M€ contre un bénéfice de 1,93 M€ sur l'exercice précédent.

Un dividende, hors avoir fiscal, de 0,60 euros par action sera proposé à l'assemblée générale.

III - INFORMATIONS SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

L'effectif de la société (dirigeants inclus) en début d'exercice était de 11 personnes.

En fin d'exercice l'effectif était de 15 salariés en contrat à durée indéterminée.

Nous avons eu recours à l'intérim à hauteur de 1037 heures.

La durée du temps de travail est de 35 heures hebdomadaires ou 218 jours de travail par an pour certains cadres.

L'absentéisme a représenté 36 jours dont 27 pour maladie.

Aucun accord collectif n'a été signé dans l'entreprise.

Des formations ont été organisées concernant l'informatique principalement.

La société n'emploie aucun salarié à temps partiel ni de personnel handicapé.

IV - L'ACTIVITÉ DES FILIALES

1 > Diffusion Plus

Le chiffre d'affaires stagne à 52,50 M€.

Les achats et charges externes représentent 30,88 M€ et progressent de 1,4%.

La sous-traitance augmente de 5% (14,60 M€).

Les postes crédits-bails, location de matériel et location financière baissent de 28,2% (1,45 M€).

Le poste personnel intérimaire s'élève à 6,21 M€ en progression de 9,1%.

Les impôts et taxes passent de 1,33 M€ sur l'exercice précédent à 1,44 M€.

Les coûts salariaux (salaires et charges) progressent de 1,9% représentant 14,55 M€.

Les amortissements sont stables à 1,01 M€.

Le résultat d'exploitation baisse de 25,1% et s'élève à 1,91 M€.

Le résultat financier est négatif de 0,34 M€ compte tenu de la dépréciation de la totalité des titres DINEXIS soit 0,50 M€.

Le résultat exceptionnel négatif de l'exercice précédent était dû à un abandon de créances de 0,87 M€ à DINEXIS. Sur cet exercice c'est GROUPE DIFFUSION PLUS SA qui a consenti cet abandon de créances pour ramener les capitaux propres de Dinexis à zéro.

La participation des salariés passe de 0,37 M€ à 0,27 M€.

Le résultat net progresse de 12,7% et s'établit à 0,79 M€.

Par ailleurs, aucun évènement significatif n'est survenu depuis le début de l'exercice en cours qui devrait enregistrer une amélioration sensible de la rentabilité compte tenu des efforts engagés sur la productivité.

DINEXIS > Filiale de la société DIFFUSION PLUS

Le chiffre d'affaires régresse de 1,9% et s'établit à 15,56 M€.

Les charges d'exploitation progressent de 9,2% et atteignent 18,25 M€ après une progression de 13% entre l'exercice 2004-2005 et l'exercice 2005-2006 pour des produits d'exploitation sensiblement équivalents.

La perte d'exploitation ressort à 2,54 M€.

Le résultat financier est négatif de 0,09 M€.

Le résultat exceptionnel est positif de 1,20 M€ compte tenu d'un abandon de créances de GROUPE DIFFUSION PLUS SA de 1,35 M€.

La perte nette s'élève à 1,43 M€ et ramène les capitaux propres à zéro.

Compte tenu des problèmes rencontrés, la décision de se séparer du directeur général a été prise en décembre 2006.

Si depuis la productivité a été améliorée il n'en reste pas moins que le désengagement de la POSTE envers les prestataires de services comme DINEXIS ainsi que le manque de confiance de certains clients nous ont conduit à céder 95% du capital de DINEXIS à la société ALPHA DIA le 27 juillet 2007 avec date d'effet au 1^{er} mai 2007.

2 > Emissaires

Le chiffre d'affaires baisse de 7,3% du fait principalement du non renouvellement de certains dossiers clients et s'élève à 7,96 M€.

Les charges d'exploitation diminuent de 7,1%.

Le résultat d'exploitation est en recul de 2,7% et s'élève à 0,58 M€.

Le résultat financier atteint 0,03 M€.

La participation des salariés est relativement stable. Elle s'élève à 0,09 M€.

Le résultat net est positif à 0,36 M€, soit une hausse de 5,5%.

Aucun évènement significatif n'est survenu depuis le début de l'exercice en cours, qui se présente dans des conditions globalement similaires.

3 > Data One

Nous avons ouvert courant juillet 2006, un site de production proche d'Aix-en-Provence pour étendre notre couverture géographique.

Le chiffre d'affaires passe de 17,93 M€ à 20,54 M€ (+ 14,6%).

Les postes achats de matières premières et variation de stock progressent de 12,2%.

Les autres achats et charges externes évoluent de 12,8% pour atteindre 12,82 M€.

Les postes crédit-bail matériel, location matériel et location financière matériel passent de 4,42 M€ à 5,02 M€ (+ 13,6%).

Les postes entretien matériel et maintenance matériel passent de 2,30 M€ à 2,51 M€ (+ 9,1%). Le personnel intérimaire progresse de 12% et atteint 1,17 M€.

Les impôts et taxes passent de 0,44 M€ à 0,63 M€ sous l'effet principalement de l'augmentation de la taxe professionnelle.

Les salaires et charges progressent de 14,9% pour atteindre 5,28 M€.

Les amortissements sont de 0,63 M€ (+ 29,8%).

Le résultat d'exploitation régresse et passe de -1,48 M€ à -1,56 M€.

Le résultat financier est de -0,18 M€ contre -0,12 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est de 1,78 M€ et tient compte d'un abandon de créances de Groupe Diffusion Plus SA à hauteur de 1,70 M€. Il était de 1,65 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat net est légèrement positif.

Aucun évènement significatif n'est à signaler depuis le début de l'exercice actuellement en cours qui devrait enregistrer une progression sensible du chiffre d'affaires et une diminution significative de la perte prévisible d'exploitation.

4 > Nord Sous Film

Le chiffre d'affaires est stable à 3,21 M€.

Les charges d'exploitation progressent de 9,7% et s'élèvent à 3,10 M€.

Les autres achats et charges externes augmentent de 10,1%. (1,39 M€)

Le poste personnel intérimaire progresse de 13,9% pour atteindre 0,52 M€.

Les salaires et charges sociales progressent de 11% et s'élèvent à 1,27 M€ compte tenu principalement de l'augmentation de l'encadrement dans l'atelier.

Le résultat d'exploitation baisse de 64,3% pour atteindre 0,15 M€ contre 0,42 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat net est positif de 0,10 M€ contre 0,23 M€ sur l'exercice 2005-2006.

Par ailleurs, aucun évènement significatif n'est à signaler depuis le début de l'exercice en cours qui semble amorcer une baisse de volume et de rentabilité.

5 > La Parisienne de Routage

Le chiffre d'affaires augmente de 25,2% du fait principalement de la progression des prestations « travaux manuels » et s'élève à 4,49 M€.

Le résultat d'exploitation atteint 0,24 M€. Il était légèrement positif sur l'exercice précédent.

Le résultat net passe de 0,02 M€ sur l'exercice précédent à 0,12 M€.

Aucun évènement significatif n'est survenu depuis le début de l'exercice en cours, lequel se présente dans des conditions globalement similaires.

6 > Mailtec Difusión

Le chiffre d'affaires enregistre une progression de 3,3 %, il atteint 5,73 M€.
Les charges d'exploitation augmentent de 8 %.

Le résultat d'exploitation passe de 0,38 M€ à 0,15 M€.

Le résultat net est positif de 0,07 M€ contre 0,29 M€ sur l'exercice précédent.
Il est envisagé de développer en Espagne une activité d'impression numérique couleur.

7 > Porenvel

Le chiffre d'affaires progresse de 6,6 % pour atteindre 1,37 M€.

Les charges d'exploitation sont stables à hauteur de 1,35 M€.

Le résultat net qui était légèrement positif sur l'exercice précédent ressort à 0,02 M€.

8 > Fidback CRM Services

Le chiffre d'affaires est de 3,69 M€ (+ 45,1%).

Les achats et charges externes passent de 1,95 M€ à 2,85 M€ (+ 46,2%).

La sous-traitance s'élève à 2,14 M€ (+ 34,5%).

Les salaires et charges sociales passent de 0,77 M€ à 1,36 M€ (+ 76,6%).

Les amortissements qui étaient de 0,04 M€ sur l'exercice précédent atteignent 0,16 M€ principalement du fait de l'augmentation des amortissements sur le logiciel GOCAD (logiciel d'opérations de marketing d'entreprise à réseau).

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 0,05 M€, elles tiennent compte d'une provision de 0,04 M€ liée au déménagement de FIDBACK (principalement double loyer).

Le résultat d'exploitation est négatif de 0,71 M€.

Le résultat financier est négatif de 0,04 M€.

Le résultat exceptionnel est positif de 0,75 M€, il enregistre un abandon de créances de Groupe Diffusion Plus SA de 0,75 M€. Sur l'exercice précédent l'abandon de créances était de 0,38 M€.

Aucun évènement significatif n'est à signaler depuis le début de l'exercice actuellement en cours lequel devrait être marqué par une augmentation importante de l'activité GOCAD. Cependant les investissements nécessaires à l'amélioration de ce logiciel devraient encore pénaliser la rentabilité globale de la société.

V - INFORMATIONS DIVERSES SUR LA SOCIÉTÉ

1 > Prises de participations au cours de l'exercice 06.07

Juin 2006 : prise de participation à hauteur de 15 % dans le capital de la société REGROUPEURE dont l'activité principale est le regroupement et le tri de courriers.

2 > Cession de participations au cours de l'exercices 06.07

Novembre 2006 : cession d'une part sur un total de 33 000 parts de la SCI ESPACE et d'une part de la SCI PROVENCE sur un montant total de 20 000 parts à Monsieur William MERIEL.

3 > Activité du groupe en matière de recherche et développement

La société FIDBACK développe et commercialise un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau. Au cours de l'exercice la version 2 a été développée.

4 > Risques

4.1 - Risques de marché

Le monopole de LA POSTE a été réduit le 01.01.03 aux lettres de moins de 100 grammes. Le 01.01.06, ce seuil a été abaissé à 50 grammes. Le parlement européen a adopté le 11 juillet 2007 le texte proposant la libération intégrale du secteur postal le 1^{er} janvier 2011, repoussant ainsi de 2 ans l'échéance initialement prévue.

La loi du 20 mai 2005 a transposé en droit français les dispositions européennes en matière de services postaux. Elle a confié la régulation du secteur à un régulateur indépendant, l'ARCEP (anciennement ART).

D'après l'ARCEP, 92 % des lettres et plus de 2/3 de la publicité adressée restent sous monopole aujourd'hui.

Cette ouverture à la concurrence à l'horizon de 2011 ne nous permet pas d'identifier précisément les risques pour notre groupe à l'heure actuelle.

4.2 - Risques clients

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du groupe, LA POSTE, représente 15,15 % du chiffre d'affaires consolidé sur l'exercice 06-07. Il est en constante diminution depuis plusieurs exercices.

Progressivement, LA POSTE met en place une politique de « tarification nette » ainsi qu'une facturation directe à nos clients, ce qui conduit à moduler le prix de l'affranchissement en fonction d'une ventilation des flux sur 3 lots :

- Lot code postal : le contenant (sac, caissette...) doit être composé d'un même code postal.
- Lot département : le contenant doit contenir des codes postaux du même département.

- Lot toute France : il contient des codes postaux de plusieurs départements.

Cette différenciation tient compte des frais plus ou moins importants engagés par LA POSTE pour distribuer le courrier.

De ce fait, la rémunération que nous percevons de LA POSTE pour effectuer le travail de tri du courrier afin de constituer les différents lots, viendra progressivement en diminution du prix de l'affranchissement d'où l'expression « tarification nette ».

Nos clients bénéficiant de cette baisse de tarif d'affranchissement devront corrélativement nous rémunérer notre prestation de tri par code postal et par lot.

La Poste envisage, à compter du 1^{er} trimestre 2008, de modifier son offre de marketing direct.

Cette nouvelle offre confirme la persistance de deux systèmes de tarification :

- Un tarif net impliquant que nous facturions nos clients pour la prestation de tri.
- Un tarif unique brut avec un achat de prestation de tri à nos entreprises par la poste rémunérant la manifestation de plusieurs prospections.

Elle supprime l'utilisation des sacs postaux pour le transport du courrier et les remplacent par des containers en plastique qui permettront une plus grande mécanisation des flux après conditionnement.

4.3 - Risques fournisseurs

Le groupe n'est pas exposé à de tels risques.

4.4 - Risques pays

Le groupe n'est pas exposé à un risque pays.

4.5 - Risques juridiques

Le groupe n'est pas impliqué dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

4.6 - Risques de change

Le groupe n'est pas significativement soumis à un risque de change.

4.7 - Risques de taux

La trésorerie n'est pas couverte contre les risques de taux. Concernant les emprunts, nous avons 10,03 M€ d'en-cours au 30.04.07 indexés sur des taux variables, dont les couvertures suivantes ont été négociées :

La société DIFFUSION PLUS a conclu le 29.10.02 une opération d'échange de taux portant sur un montant dégressif allant de 4,12 M€ à 1,25 M€ sur la période du 02.10.03 au 02.01.08 aux conditions suivantes :

- Si le T4M est inférieur à 3 %, le taux sera de 4,17 %.
- Si le T4M est supérieur ou égal à 3 % et inférieur ou égal à 4,75 %, le taux sera le T4M.

- Si le T4M est supérieur à 4,75 % et inférieur ou égal à 5,70 %, le taux sera de 4,75 %.
- Si le T4M est supérieur à 5,70 %, le taux sera de 5,70 %.

A la clôture de l'exercice, le coût de résiliation de cette opération d'échange de taux d'intérêts représenterait une charge potentielle non significative.

Au 30.04.07, nous avons 1,94 M€ d'en-cours basé sur le taux CODEVI.

4.8 - Risques de liquidités

Au 30.04.07, la dette financière, y compris actifs et passifs destinés à être cédés, s'élève à 28,46 M€ et se détaille comme suit :

- Emprunts auprès des établissements de crédit	26,82 M€
- Participation de salariés	0,74 M€
- Concours bancaires	0,90 M€
- Swap	NS

Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenants.

Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'1 an est de 9,90 M€.

La marge brute d'autofinancement sur l'exercice 2006-2007 ressort à 10,94 M€.

Le groupe ne mobilise pas son poste clients.

Au 30.04.07, la trésorerie (découverts bancaires déduits) s'élève à 9,38 M€.

4.9 - Risques sur actions

Le groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.

Les actions propres détenues par le groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du groupe.

4.10 - Risques liés à l'environnement

Les conséquences de notre activité sur l'environnement sont négligeables. Aucune provision pour risque ou garantie en matière d'environnement n'a été constatée sur l'exercice 06-07.

Aucune indemnité n'a été versée au cours de l'exercice en exécution d'une décision de justice en la matière.

Notre activité ne génère aucune nuisance particulière.

4.11 - Assurances

Chaque société du groupe bénéficie d'un contrat d'assurance distinct. Les sociétés françaises sont assurées auprès d'AGF, PORENVEL est assurée par ACOREANA (Groupe BANIF) et MAILTEC DIFUSION est assuré par AXA.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

- Multirisque (matériels, marchandises, bâtiment)
- Responsabilité civile exploitation
- Responsabilité civile professionnelle
- Perte d'exploitation

5 > Actionariat

La répartition du capital et des droits de vote s'établit comme suit au 30.04.2007 :

	% du capital	% des droits de vote ⁽¹⁾
William Mériel	55,13	65,75
Daniel Ferrand	15,17	19,72
Philippe Miserey	0,08	0,06
Mauricette Mériel	0,02	0,03
Autocontrôle	8,91	-
Contrat de liquidité	0,07	-
Financière de l'échiquier (FCP)	8,66	6,06
Indépendance et Expansion Sicav	5,93	4,23
Oddo Asset Management	1,50	1,05
Public	4,53	3,10
	100	100

⁽¹⁾ Un droit de vote double a été institué par l'Assemblée Générale en date du 27 septembre 1994. Il s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

Au 30.04.07 la totalité des droits de vote est de 1 748 100.

6 > Rémunération des mandataires sociaux

Les organes de direction et d'administration ont perçu une rémunération globale brute de 598 538 euros sur l'exercice.

7 > Actionariat salarié

Aucun actionariat salarié n'a été mis en place dans la société.

8 > Etat des mandats et fonctions des mandataires sociaux au 30.04.07

William Mériel

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Président	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Président	DINEXIS SAS	500 000 €	Route de Gaillon 27930 Normanville	B 434 659 819
Président	EMISSAIRES SAS	160 000 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Président	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20, rue des Marronniers 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Administrateur	PORENVEL SA	51 000 €	Rua do Trabalho n° 10 2745-588 Barcarena - PORTUGAL	"971 795 630"
Administrateur unique	MAILTEC DIFUSIÒN SL	420 700 €	Riera de Caldes 08800 Vilanova I La Geltru - ESPAGNE	"B61 598 827"
Gérant	DATA ONE SARL	1 300 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 422 165 670
Président	NORD SOUS FILM SAS	40 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Bleton 59126 Linselles	B 333 591 816
Président	FIDBACK CRM SERVICES SAS	120 000 €	2, avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres	B 479 661 704
Gérant	SCI LES SPIREES	7 622 €	Hameau de Caër 27930 Normanville	D 340 686 237
Gérant	SCI POUR L'EUROPE	7 622 €	RN 154 - Caër 27930 Normanville	D 344 424 791
Gérant	SCI PROVENCE	3 049 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	D 348 609 066
Gérant	SCI ESPACE	503 250 €	Route de Rouen 27930 Normanville	D 391 089 547
Gérant	SCI DE LA GROSSE REMISE	991 250 €	2, rue de l'Industrie 27930 Gravigny	D 402 539 944
Gérant	ÉQUIP'TIME SARL	10 000 €	8, rue de l'équerre 27490 Écardenville-sur-Eure	B 494 278 203

Daniel Ferrand

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516

Philippe Miserey

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	EMISSAIRES SAS	160 000 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20, rue des Marronniers 94240 L'hay-les-Roses	B 382 864 403
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	40 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Directeur Général Délégué	CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE EURE ET DIEPPE SA	77 120 €	11, place Dupont de l'Eure 27000 Evreux	B 583 650 080

9 > Honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice 2006-2007

En K€	MAZARS		Total
	SCOGEX	DUPARC et associés autres sociétés du réseau	
Commissaires aux comptes et certification des comptes sociaux et consolidés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	79	69	148
Commissaires aux comptes et certification des comptes sociaux des filiales de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	192	5	197
Missions accessoires			
Sous-total	271	69	345
Juridique, fiscal, social			
Autres prestations			
Sous-total			
Total	271	69	345

VI - ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Au cours du premier trimestre 2007-2008 le chiffre d'affaires a atteint 19.99 M€, il a progressé de 11,88% par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent à périmètre constant (hors Dinexis).

La croissance du chiffre d'affaires observée au 1er trimestre devrait être plus faible au cours des prochains trimestres.

Plusieurs événements importants marqueront l'exercice 2007-2008 :

> Juin 2007 : - augmentation de notre participation au capital de REGROUP'EURE de 20 %, qui passe ainsi de 15% à 35 %.

> Juillet 2007 : - cession de 95 % du capital de DINEXIS

- le parlement européen adopte la libéralisation du secteur postal à compter du 1^{er} janvier 2011 et accorde ainsi à la France, notamment, un délai supplémentaire de deux ans.

> Août 2007 : Prise de participation de 40 % dans REGROUP'NORD, filiale de REGROUP' EURE

> 1^{er} trimestre 2008 : suite à la modernisation de son outil de production lié au programme Cap Qualité Courrier, La Poste va mettre en place une nouvelle gamme de produits de Marketing Direct, dont les modalités techniques auront une influence au niveau de notre processus de production concernant principalement DIFFUSION PLUS, EMISSAIRES ET NORD SOUS FILM ;

En effet hormis une modification des modalités de tri, le courrier sera désormais transporté en containers plastiques au lieu des sacs postaux.

Compte tenu de la cession de DINEXIS, des éléments favorables au développement et à l'amélioration des performances de la majorité de nos filiales, nous prévoyons un résultat nettement positif.

Fait à Normanville, le 25 septembre 2007
Le conseil d'administration

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30.04.2007

Comptes de résultats comparés établis en normes IFRS en K€

Libellés	Notes	30.04.07	30.04.06
Chiffre d'affaires	3.1	99 752	96 113
Achats consommés et charges externes	3.2	-48 195	-44 746
Impôts et taxes	3.3	-3 385	-3 009
Frais de personnel	3.4	-35 779	-33 320
Amortissements, dépréciations et provisions	3.5	-9 741	-8 440
Autres produits et charges d'exploitation	3.6	606	433
Résultat d'exploitation		3 258	7 031
Autres produits et charges non courants	3.7	-2 095	
Résultat opérationnel		1 162	7 031
Produits financiers	3.8	389	255
Charges financières	3.8	-1 517	-1 407
Coût financier		-1 128	-1 152
Résultat avant impôt		34	5 879
Impôt sur les résultats	3.9	-309	-1 938
Résultat net		-275	3 941
Dont intérêts minoritaires		37	140
Résultat net part du Groupe		-312	3 801
Résultat par action en €	3.10	-0,28	3,41
Résultat dilué par action en €	3.10	-0,28	3,41

BILAN CONSOLIDÉ AU 30.04.2007

Bilans comparés établis aux normes IFRS en K€

ACTIF	Notes	30.04.07	30.04.06
Actifs non courants		72 451	76 181
> Écarts d'acquisition	4.1	446	446
> Autres immobilisations incorporelles	4.1	2 802	2 463
> Immobilisations corporelles	4.2	68 366	72 382
> Actifs financiers	4.4	776	867
> Impôts différés actifs	4.5	62	23
Actifs courants		49 209	66 241
> Stocks et en-cours de production	4.6	3 303	2 560
> Clients et comptes rattachés	4.7	33 808	49 695
> Autres créances	4.8	4 301	6 045
> Créances d'impôts exigibles	4.9	378	
> Trésorerie et équivalents trésorerie	4.10	7 419	7 942
Actifs destinés à être cédés	4.11	21 785	
Total		143 445	142 422

Bilans comparés établis aux normes IFRS en K€

PASSIF	Notes	30.04.07	30.04.06
Capitaux propres		40 841	42 481
> Capital	4.12	2 020	2 020
> Réserves		42 613	40 150
> Actions auto-détenues		-3 588	- 3 588
> Résultat net part du Groupe		-312	3 801
> Capitaux propres part du Groupe		40 732	42 382
> Intérêts des minoritaires		109	99
Passifs non courants		28 341	32 141
> Provisions pour risques et charges	4.13	178	247
> Impôts différés passifs	4.14	10 748	10 893
> Emprunts et dettes financières	4.15	17 268	20 881
> Autres dettes	4.18	147	120
Passifs courants		53 829	66 327
> Provisions pour risques et charges	4.13	1 212	158
> Emprunts et dettes financières	4.15	9 188	10 235
> Fournisseurs et comptes rattachés	4.19	10 379	12 058
> Autres dettes	4.20	33 050	43 871
> Dettes d'impôts exigibles	4.21		5
Produits différés	4.22	1 452	1 473
Passifs destinés à être cédés	4.23	18 982	
Total		143 445	142 422

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Avril 2007	Avril 2006
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat net consolidé	-275	3 941
Elimination des produits et charges sans incidence sur la trésorerie		
- Amortissements dépréciations et provisions d'exploitation	9 741	8 440
- Amortissements dépréciations et provisions non courants	1 811	
- Variation des impôts différés	-184	952
- Plus ou moins values de cessions d'immobilisations	115	-147
- Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	-270	-16
Marge brute d'autofinancement	10 938	13 170
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	4 209	-4 217
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	15 147	8 953
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-9 286	-10 751
Cessions d'immobilisations	549	479
Variations des autres actifs financiers	-77	-29
Incidence des variations de périmètre		
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	-8 814	-10 302
Flux de trésorerie liés aux opérations de financements		
Dividendes versés	-1 338	-1 338
Achats et ventes des titres d'autocontrôle	0	0
Variation des dettes financières	-3 267	-893
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-4 605	-2 231
Variation de trésorerie	1 727	-3 580
Trésorerie début	7 656	11 236
Trésorerie fin	9 383	7 656
Trésorerie et équivalents trésorerie ⁽¹⁾ (bilan actif)	10 281	7 942
Découvertis bancaires (bilan passif)	-898	-286
TRÉSORERIE NETTE DE FIN DE PÉRIODE	9 383	7 656
⁽¹⁾ dont trésorerie et équivalents trésorerie destinés à être cédés	2 863	

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS EN K€

	Capital	Réserves consolidées	Actions auto détenues	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires en dettes ⁽¹⁾	Total capitaux propres
Capitaux propres au 30.04.2005	2 020	37 031	- 3 588	4 455	39 917	79	- 14	39 982
> Actions auto-détenues								
> Dividendes hors auto détention				- 1 338	- 1 338			- 1 338
> Affectation du résultat		3 117		- 3 117				
> Autres mouvements		2			2			2
Résultat au 30.04.2006				3 801	3 801	140	- 106	3 835
Capitaux propres au 30.04.2006	2 020	40 150	- 3 588	3 801	42 382	219	- 120	42 481
> Actions auto-détenues								
> Dividendes hors auto détention				- 1 338	- 1 338			- 1 338
> Affectation du résultat		2 463		- 2 463				
Résultat au 30.04.2007				- 312	- 312	37	- 27	- 301
Capitaux propres au 30.04.2007	2 020	42 613	- 3 588	- 312	40 732	257	- 147	40 841

⁽¹⁾ Engagement de rachat de minoritaires de Mailtec Difusión (infra § 4.18).

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés 2006-2007 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Ces comptes ont été arrêtés le 25 Septembre 2007 par le conseil d'administration.

1.1 > Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

1.2 > Évènements significatifs de la période

L'activité de la société Dinexis s'est poursuivie dans des conditions fortement déficitaires et le Groupe a décidé en conséquence, au cours de l'exercice, de se séparer de sa filiale Dinexis ou à défaut d'en arrêter l'activité. Il a donc été décidé d'en tirer les conséquences en comptabilisant à la clôture de l'exercice les risques attachés à cette décision.

Les pertes de l'exercice au titre de l'activité de cette filiale s'élevaient à 3 595 K€ avant incidence fiscale pour le Groupe.

En outre, les risques attachés à cette décision ont conduit à constituer des provisions pour risques à hauteur de 1 290 K€.

S'agissant non pas d'un abandon d'activité pour le Groupe au sens d'IFRS 5, mais d'une cession d'un groupe d'actifs, les actifs et passifs de cette filiale ont été portés en « ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS » pour leurs montants hors créances et dettes avec les sociétés du Groupe, cette filiale devant rester consolidée jusqu'à la date effective de perte de contrôle (IAS 27).

Postérieurement à la clôture de l'exercice, cette filiale a été cédée à un tiers avec effet au 1^{er} mai 2007.

Les incidences de cette cession sont couvertes en totalité par les dépréciations et des provisions pour risques constituées à cet effet dans les comptes au 30 avril 2007.

1.3 > Présentation des états financiers

Les états financiers au 30.04.2007 ont fait l'objet de modifications dans leur présentation comparativement aux comptes annuels de l'exercice clos le 30.04.2006 qui étaient établis pour la première fois en référentiel IFRS. La présentation des comptes de l'exercice clos le 30.04.06 a été retraitée en conséquence.

Ces modifications de présentation, qui ont été apportées dans un souci d'amélioration de l'information financière et qui n'ont pas d'incidence sur le résultat consolidé portent principalement sur les points suivants :

1.3.1 - Compte de résultat

> Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires, classé précédemment sous la rubrique « Produits des activités ordinaires » est désormais présenté distinctement sur le compte de résultat.

Les autres composants des « produits des activités ordinaires » : production immobilisée et dividendes reçus des filiales non consolidées, sont reclassés sous la rubrique « Autres produits et charges d'exploitation ».

> Variations des travaux en cours :

Les variations des travaux en cours sont reclassées sous la rubrique « Autres produits et charges d'exploitation ».

> Variations de stocks :

Les variations de stocks sont reclassées sous la rubrique « Achats consommés et charges externes ».

> Autres produits et charges d'exploitation :

Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions.

Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations ; ces reprises de dépréciations étaient enregistrées précédemment en déduction de la rubrique « Amortissements, dépréciations et provisions ».

> **Autres produits et charges non courants :**

Ce poste a été ouvert afin d'enregistrer les éléments qui pèsent significativement sur le résultat opérationnel et qui ne sont pas récurrents.

1.3.2 - Bilan

> **Engagements de rachat accordés aux minoritaires (IFRS 3, IAS 32 ET IAS 39) :**

Le comité d'interprétation a confirmé qu'en application du § IAS 32-33, il convient de constater une dette financière dès lors que l'entreprise encoure une obligation de payer en numéraire l'acquisition de titres, d'une société contrôlée, détenus par des actionnaires minoritaires, même si cette obligation est conditionnée au fait qu'un tiers exerce l'option qui lui a été accordée.

C'est la raison pour laquelle le montant relatif à l'engagement d'achat à première demande des parts détenues par un actionnaire minoritaire de MAILTEC DIFUSION sur la base de la situation nette comptable et d'une valeur minimum au nominal, a fait l'objet d'un reclassement de la rubrique « Intérêts minoritaires » à la rubrique « Autres dettes non courantes ».

> **Créances et dettes d'impôts :**

Les créances, dettes d'impôts exigibles et impôts différés actifs ou passifs sont présentées sur des lignes distinctes du bilan.

1.4 > Méthodes de conversion

> **Méthodes de conversion :**

- Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.
- Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

1.5 > Compte de résultat

1.5.1 - Chiffre d'affaires

Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

1.5.2 - Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours, production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

1.5.3 - Autres produits et charges non courants

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui pèsent significativement sur le résultat et qui ne sont pas récurrents.

1.5.4 - Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat d'exploitation et intègre les autres produits et charges non courants.

1.5.5 - Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et des dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux d'intérêts.

1.5.6 - Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable. Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante GROUPE DIFFUSION PLUS SA, reste redevable.

1.5.7 - Résultats par action

Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.

Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.

La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

1.6 > Bilan Actif

1.6.1 - Immobilisations incorporelles

> Ecart d'acquisition :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un événement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

> Frais de recherche et de développement :

Le Groupe continue de développer un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau.

> Autres immobilisations incorporelles :

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économique suivantes :

- Logiciels intégrés aux matériels de production	5 à 12 ans
- Autres logiciels	1 à 5 ans

1.6.2 - Immobilisations corporelles

Le groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.

> Valeurs brutes :

- Immeubles d'exploitation

En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1^{er} mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1^{er} mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale DATA ONE qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti.

Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.

- Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

> Amortissements :

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.

Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1^{er} mai 2004, date de 1^{ère} application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.

Terrains	non amortissables
Agencement de terrains :	
- VRD	25 à 50 ans
- Espaces verts	20 à 40 ans
Constructions par composants :	
- Gros œuvre	30 à 50 ans
- Charpente	30 à 50 ans
- Bardage	35 à 40 ans
- Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
- Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
- Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
- Aménagement de bureaux	10 à 25 ans
- Portails, clôture	10 à 20 ans
Matériels et outillages	5 à 12 ans
Installations générales	5 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 4 ans
Matériels de bureaux	2 à 8 ans
Mobiliers de bureaux	8 ans

> **Crédits-bails et location financement :**

Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

1.6.3 - Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers.

Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société TAGG INFORMATIQUE (détenue à 19,62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire.

Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

1.6.4 - Stocks et en-cours de prestations

Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles.

Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

1.6.5 - Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

1.6.6 - Trésorerie et équivalents trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie, et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois.

Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

1.6.7 - Options de souscription ou d'achat d'actions

Le Groupe n'a pas mis en œuvre ces types de plans.

1.7 > Bilan Passif

1.7.1 - Actions auto détenues

Les actions auto détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

1.7.2 - Provisions pour risques et charges

> 1.7.2.1 - Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière :

Les engagements de retraites sont comptabilisés selon la norme IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

> 1.7.2.2 - Autres provisions pour risques et charges :

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux.

Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

1.7.3 - Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Ils sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

1.7.4 - Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an.

La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants.

Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

Les swap de taux d'intérêts pris en couverture de dettes à taux variables sont comptabilisés à la juste valeur par résultat. Ils sont présentés en dettes courantes ou en actifs courants selon le cas.

1.7.5 - Subventions publiques

Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés.

Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

NOTE 11 - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 > Périmètre

Dénomination	Pays	%	Adresse
GROUPE DIFFUSION PLUS SA, société consolidante	France		Hameau de Caër - 27930 Normanville
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
Détient : DINEXIS SAS ⁽¹⁾	France	100	Route de Gaillon - 27930 Normanville
EMISSAIRES SAS	France	100	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg - ZA du Bleton - 59126 Linselles
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20, rue des Marronniers - 94240 L'Hay-les-Roses
FIDBACK CRM SERVICES	France	51	2, avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
PORENVEL SA	Portugal	100	Rua do Trabalho n° 10 - 2745-588 Barcarena
MAILTEC DIFUSIÒN SL	Espagne	55	Riera de Caldes - 08800 Vilanova I La Geltru
SCI LES SPIRÉES	France	70	Hameau de Caër - 27930 Normanville
SCI POUR L'EUROPE	France	70	RN 154 - Caër - 27930 Normanville
SCI PROVENCE	France	99,99	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
SCI ESPACE	France	99,99	Route de Rouen - 27930 Normanville
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,99	2, rue de l'Industrie - 27930 Gravigny

(*) IG : Intégration globale.

(1) Cette filiale a fait l'objet d'une cession le 27.07.2007 avec jouissance au 1^{er} mai 2007.

Siren	Date de création	06>07	05>06	Méthode*
333 500 346	26.08.85	OUI	OUI	
392 704 516	01.11.93	OUI	OUI	IG
434 659 819	15.02.01	OUI	OUI	IG
389 253 972	01.11.92	OUI	OUI	IG
422 165 670	01.04.99	OUI	OUI	IG
333 591 816	27.09.85	OUI	OUI	IG
382 864 403	11.07.91	OUI	OUI	IG
479 661 704	01.11.04	OUI	OUI	IG
"971 795 630"	01.11.91	OUI	OUI	IG
"B61 598 827"	30.04.98	OUI	OUI	IG
340 686 237	01.01.87	OUI	OUI	IG
344 424 791	18.03.88	OUI	OUI	IG
348 609 066	02.11.88	OUI	OUI	IG
391 089 547	28.04.93	OUI	OUI	IG
402 539 944	09.10.95	OUI	OUI	IG

2.2 > Variations de périmètre

2.2.1 - Exercice 2006-2007

Le groupe n'a enregistré aucune variation significative de périmètre sur l'exercice.

2.2.2 - Exercice 2005-2006

En novembre 2005, transmission universelle de patrimoine de la société LES SONNANTES au profit de SA GROUPE DIFFUSION PLUS.

NOTE III - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

3.1 > Chiffre d'affaires

En K€	30.04.07	30.04.06
Prestations de services	99 752	96 113
Total	99 752	96 113

3.2 > Achats consommés et charges externes

En K€	30.04.07	30.04.06
Achats stockés	9 359	8 917
Variation de stocks	-420	-556
Sous-traitance	4 897	4 943
Achats non stockés	2 730	2 674
Loyers	3 681	3 103
Entretien maintenance	4 809	4 370
Assurances	909	822
Personnels intérimaires	13 705	13 238
Honoraires	1 424	1 157
Transports	4 503	3 671
Autres charges externes	2 597	2 407
Total	48 195	44 746

3.2.1 - Personnels intérimaires

En K€	30.04.07	30.04.06
Groupe Diffusion Plus	23	11
Diffusion Plus	6 207	5 687
Dinexis	4 180	4 112
Emissaires	646	896
Data One	1 171	1 045
La Parisienne de Routage	157	202
Fidback CRM Services		1
Porenvel	10	1
Mailtec Difusion	788	824
Nord Sous Film	523	459
Total	13 705	13 238

3.3 > Impôts et taxes

En K€	30.04.07	30.04.06
Impôts et taxes sur rémunérations	636	590
Taxe professionnelle	2 055	1 719
Autres impôts et taxes	694	701
Total	3 385	3 009

3.4 > Frais de personnel

En K€	30.04.07	30.04.06
Salaires et traitements	25 329	23 531
Charges sociales	10 053	9 199
Participation des salariés	410	515
Variation provision indemnité de retraite	-13	75
Total	35 779	33 320

3.4.1 - Salaires et traitements

En K€	30.04.07	30.04.06
Groupe Diffusion Plus	1 103	813
Diffusion Plus	10 273	10 114
Dinexis	3 270	3 239
Emissaires	2 099	1 992
Data One	3 631	3 154
La Parisienne de Routage	960	920
Fidback CRM Services	902	506
Porenvel	517	520
Mailtec Difusion	1 658	1 439
Nord Sous Film	915	836
Total	25 329	23 531

3.4.2 - Répartition de l'effectif moyen

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	Total
Groupe Diffusion Plus	13	1	14
Diffusion Plus	533	211	744
Dinexis	184	149	333
Emissaires	82	25	107
Data One	136	37	173
La Parisienne de Routage	42	5	47
Fidback CRM Services	18		18
Porenvel	38	3	41
Mailtec Difusion	82	34	116
Nord Sous Film	48	17	65
Total	1 176	482	1 658

3.4.3 - Ventilation de l'effectif moyen par catégorie

	30.04.07	30.04.06
Cadres	84	78
Agents de maîtrise	59	55
Employés	176	166
Ouvriers	1 339	1 280
Total	1 658	1 579

3.4.4 - Participation des salariés

En K€	30.04.07	30.04.06
Diffusion Plus	268	371
Emissaires	87	90
Nord Sous Film	11	54
La Parisienne de Routage	43	
Total	410	515

3.5 > Amortissements, dépréciations et provisions

En K€	30.04.07	30.04.06
Dotations aux amortissements	9 312	8 617
> sur immobilisation incorporelles	878	546
> sur immobilisation corporelles	8 434	8 071
Dépréciations et provisions	429	-177
> Dépréciations		
- sur créances douteuses	121	-29
- sur stocks	128	
> Provisions pour risques et charges	164	-162
> Autres	16	14
Total	9 741	8 440

3.6 > Autres produits et charges d'exploitation

En K€	30.04.07	30.04.06
Variations des travaux en cours	514	-131
Production immobilisée	158	336
Dividendes	15	30
Plus ou moins values de cessions d'actifs corporels et incorporels	-115	147
Subventions d'investissements reprises en résultat	64	64
Pertes nettes sur créances	-6	
Divers	-25	-13
Total	606	433

3.7 > Autres produits et charges non courants

En K€	30.04.07	30.04.06
Provision pour risque pertes financières	1 000	
Provision dépréciation immobilisations cédées	811	
Coût de restructuration	285	
Total	2 095	

La totalité de ces charges est liée à la restructuration puis à la cession de notre filiale DINEXIS.

3.8 > Coût financier

En K€	30.04.07	30.04.06
Coût de l'endettement financier	1 412	1 297
Autres charges financières	105	110
Produits financiers	-389	-255
Total	1 128	1 152

3.9 > Charges d'impôts

3.9.1 - Comptes sociaux

En K€	30.04.07	30.04.06
Groupe Diffusion Plus (IF) ⁽¹⁾	-761	-182
Diffusion Plus (IF)	566	780
Emissaires (IF)	179	185
Dinexis (IF)	5	3
Data One (IF)	24	32
La Parisienne de Routage	95	5
Porenvel	6	1
Nord Sous Film	26	121
Mailtec Difusion	17	
Fidback		
SCI Grosse Remise	46	42
Total	203	986

⁽¹⁾ (IF) intégration fiscale de Groupe Diffusion Plus SA.

3.9.2 - Synthèse totale de la charge d'impôt

En K€	30.04.07	30.04.06
Résultat avant impôts	34	5 879
Charge d'impôts comptes sociaux	203	986
Provision pour impôts	290	
Différences temporaires	-119	69
Retraitements de consolidation	-64	883
Charge d'impôts sur retraitements (note 4.14)	-183	952
Charge totale d'impôts	309	1 938
Résultat net	-275	3 941

3.9.3 - Preuve d'impôt

En K€	30.04.07	30.04.06
Résultat net	-275	3 941
Charge d'impôts	309	1 938
Résultat avant impôts	34	5 879
Retraitements		
Activation de déficits antérieurs		-69
Utilisation de déficits non activés		
> Mailtec Difusion		-285
> Fidback CRM Services	-64	
Différences permanentes		
> Charges non déductibles	203	151
> Charges mécénat non déductibles (cf crédit d'impôt)	150	168
Dépréciations non déduites fiscalement 30/04/06	-277	277
Elimination différences temporaires Dinexis	184	
Résultat fiscal théorique	230	6 121
Taux d'IS théorique	33,33%	33,33%
Impôt théorique	77	2 040
Crédit d'impôt mécénat	-90	-101
Contribution exceptionnelle		5
Provision pour impôts sortie intégration	290	
Autres écarts et différentiels de taux	32	-6
Charge d'impôt au compte de résultat	309	1 938

3.10 - Résultat net part du Groupe par action

	30.04.07	30.04.06
Nombre moyen d'actions en circulation	1 114 999	1 114 999
Autocontrôle direct moyen	109 001	109 001
Nombre total d'actions	1 224 000	1 224 000

La société n'a fait aucune opération sur ses propres titres au cours de l'exercice 2006-2007.

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
30.04.2007	-312	1 114 999	-0,28
30.04.2006	3 801	1 114 999	3,41

NOTE IV - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

4.1 > Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

En K€	30.04.2007	30.04.2006
Écarts d'acquisition :	446	446
- Porenvel	183	183
- Nord Sous Film	263	263
Autres immobilisations incorporelles :	2 802	2 463
Logiciels :	5 545	5 369
- Amortissements	-2 991	- 3 117
Immobilisations en cours	248	211
Avances sur immobilisations incorporelles		
Total	3 248	2 908

4.2 > Immobilisations corporelles

en K€	30.04.07	30.04.2006
Terrains et aménagements	4 477	4 410
- Amortissements cumulés et dépréciations	-267	-142
Constructions et agencements	37 947	39 271
- Amortissements cumulés et dépréciations	-3 968	-3 791
Matériels, outillages et aménagements	58 780	59 556
- Amortissements cumulés et dépréciations	-31 146	-30 226
Autres immobilisations corporelles	5 923	7 186
- Amortissements cumulés et dépréciations	-3 556	-4 384
Immobilisations corporelles en cours	173	393
Avances sur immobilisations corporelles	4	110
Total	68 366	72 382

4.3 > Variation des immobilisations incorporelles et corporelles

4.3.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Biens destinés à être cédés	Montants fin de période
Immobilisations incorporelles					
Écarts acquisition sur titres	446				446
Frais de premier établissement					
Concessions, logiciels...	5 369	1 306	475	655	5 545
Immobilisations en cours	211	38			248
Avances sur immobilisations					
Sous total	6 025	1 344	475	655	6 238
Immobilisations corporelles					
Terrains et agencements	4 410	67			4 477
Constructions bâtiments et aménagements	39 271	474		1 798	37 947
Matériels et outillages	59 556	6 974	3 028	4 723	58 780
Installations générales	2 394	59	64	628	1 760
Autres immobilisations corporelles	4 792	662	349	943	4 162
Immobilisations en cours	393	-188	32		173
Avances sur immobilisations	110	-106			4
Sous total	110 925	7 942	3 473	8 092	107 302
TOTAL GÉNÉRAL	116 950	9 286	3 948	8 747	113 541

4.3.2 - Variations des amortissements

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Biens destinés à être cédés	Montants fin de période
Immobilisations incorporelles					
Écarts acquisition sur titres					
Frais de premier établissement					
Concessions, logiciels..	3 117	876	425	578	2 991
Sous total	3 117	876	425	578	2 991
Immobilisations corporelles					
Terrains et agencements	142	124			267
Constructions bâtiments et aménagements	3 791	1 711		1 534	3 968
Matériels et outillages	30 226	6 573	2 523	3 129	31 146
Installations générales	1 610	120	53	551	1 126
Autres immobilisations corporelles	2 775	719	285	779	2 430
Sous total	38 543	9 247	2 860	5 993	38 937
Total général	41 660	10 123	3 285	6 571	41 927

4.4 > Actifs financiers

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Titres de participation			
- TAGG INFORMATIQUE		567	567
- Divers		2	3
Autres actifs financiers			
- Prêts au personnel		47	61
- Dépôts et cautionnements	151	281	237
- Autres		31	
Sous-total	151	927	867
dont actifs destinés à être cédés		151	
Total		776	867

4.5 > Impôts différés actifs

En K€	30.04.2007	30.04.2006
Impôts différés actifs (infra § 4.14)	62	23
Total	62	23

4.6 > Stocks et en-cours de production

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Matières et autres approvisionnements stockés	114	2 559	2 100
- Dépréciations	-1	-129	-10
En-cours de production		986	470
Sous-total	113	3 416	2 560
dont actifs destinés à être cédés		113	
Total		3 303	2 560

4.7 > Clients et comptes rattachés

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Créances clients	14 617	49 209	50 442
Dépréciations	-52	-836	-747
Sous-total	14 565	48 373	49 695
dont actifs destinés à être cédés		14 565	
Total		33 808	49 695

4.8 > Autres créances

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Autres débiteurs	39	892	391
Créances sociales	19	93	47
État, impôts et TVA	1 649	3 516	3 831
Charges constatées d'avance	209	1 462	1 514
Autres		254	262
Sous-total	1 917	6 218	6 045
dont actifs destinés à être cédés		1 917	
Total		4 301	6 045

4.9 > Créances d'impôts exigibles

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Créances d'impôts exigibles		378	
Carry-back			
Total		378	

4.10 > Trésorerie et équivalents trésorerie

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Valeurs mobilières de placement	2 429	8 522	6 031
Comptes bancaires et autres disponibilités	433	1 759	1 910
Sous-total	2 863	10 281	7 942
dont actifs destinés à être cédés		2 863	
Total		7 419	7 942

4.11 > Actifs destinés à être cédés

En K€	30.04.2007	30.04.2006
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
Valeurs brutes des immobilisations cédées	8 747	
Amortissements	-5 760	
Dépréciations	-811	
Sous-total immobilisations destinés à être cédés	2 176	
Actifs financiers	151	
Total actifs non courants	2 327	
ACTIFS COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
Stocks et en-cours de production	113	
Clients et comptes rattachés	14 565	
Autres créances	1 917	
Trésorerie et équivalents trésorerie	2 863	
Total actifs courants	19 458	
Total	21 785	

4.12 > Capitaux propres, part du Groupe

Information sur le capital : le capital social se compose de 1 224 000 actions de 1,65 euros.

> Titres auto détenus :

Un programme de rachats d'actions GROUPE DIFFUSION PLUS a été autorisé par l'assemblée générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque assemblée générale dont la dernière s'est tenue le 16 octobre 2006.

GROUPE DIFFUSION PLUS détient directement 109 001 de ses propres actions.

Au cours de l'exercice 2006-2007 la société n'a procédé à aucune acquisition ni cession de ces titres.

Au 30 avril 2007 l'autocontrôle s'élevait ainsi à 109 001 actions soit 8,91% du capital.

L'ensemble de ces actions (109 001) sont portées en diminution des capitaux propres consolidés, sur la base du coût historique cumulé.

L'assemblée générale mixte du 20 octobre 2005 a autorisé, pour une durée de 24 mois, la réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises, dans le cadre du programme de rachat d'actions propres, par la société elle-même, en application de l'article L.225-209 du code de commerce dans la limite de 10%.

Cette autorisation n'a pas été utilisée au 30.04.2007.

4.13 > Provisions pour risques et charges

4.13.1 - Soldes à la clôture

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Passifs non courants			
Provisions pour engagements de retraite	57	234	247
Passifs courants			
Provisions pour risques et charges	120	331	158
Provisions pour risques financiers		1 000	
Sous-total	177	1 566	405
dont passifs destinés à être cédés		177	
Total		1 389	405

4.13.2 - Provisions pour engagements de retraite

Les engagements de retraite envers le personnel sont d'un montant peu significatif du fait de la jeunesse des sociétés du groupe, de la forte rotation observée des effectifs et de l'ancienneté relativement faible des salariés. Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Engagements calculés	101	493	444
Actifs de couverture	44	262	214
Charges constatées d'avance		4	17
Provisions pour engagements	57	234	247

4.13.3 - Variation de l'exercice des provisions pour risques et charges

En K€	30/04/2006	Dotations	Reprises (utilisation)	Reprises (non utilisées)	30.04.2007
Passifs non courants					
Provisions pour engagements de retraite	247	22	35		234
Passifs courants					
Autres provisions pour risques et charges	158	1 245	13	58	1 331
- Provisions risques financiers		1 000			1 000
- Provisions litiges fournisseurs		10			10
- Provisions litiges clients		171			171
- Autres provisions	158	64	13	58	151
Total	405	1 267	48	58	1 566

4.14 > Impôts différés passif

En K€	Impôts différés actif (+) passif (-)		Augmentation (+) Diminution (-) de la charge d'impôts
	30.04.06	30.04.07	
Nature			
Différences temporaires			
Organic	76	71	5
Participation	172	137	35
Provision retraite	76	58	18
Déficit reportable	17	191	-173
Autres provisions	29	32	-4
Divers	1	2	-1
Sous-total	371	490	-119
Retraitements de consolidation			
Crédits-bails et locations	-11 175	-11 508	333
Dépréciations neutralisées	-92		-92
Plus-values de cessions	13	23	-9
Divers	13	333	-320
Ecart s d'évaluation matériels		-24	24
Sous-total	-11 241	-11 177	-64
TOTAL NET	-10 870	-10 686	-183
Dont solde Impôts différés Actif	23	62	
Dont solde Impôts différés Passif	-10 893	-10 748	

4.15 > Emprunts et dettes financières

4.15.1 - Dettes par nature

En K€	30.04.2007			30.04.2006		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Emprunts	17 878	8 940	26 818	20 454	9 849	30 303
Intérêts courus/emprunts		2	2		4	4
Participation des salariés	680	61	740	426	78	504
Intérêts courus sur participation						
Swap de taux		3	3		20	20
Concours bancaires		898	898		285	285
Sous-total	18 558	9 904	28 462	20 881	10 235	31 116
Dont passifs destinés à être cédés	1 290	716	2 007			
Total	17 268	9 188	26 455	20 881	10 235	31 116

4.15.2 - Dettes par maturité

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Inférieures à 1 an	716	9 904	10 235
De 1 à 5 ans	1 290	17 468	19 055
Supérieures à 5 ans		1 090	1 825
Sous-total	2 007	28 462	31 116
dont passifs destinés à être cédés		2 007	
Total		26 455	31 116

4.15.3 - Variation des emprunts

En K€	30.04.2007	30.04.2006
Emprunts souscrits	6 923	9 258
Emprunts remboursés	10 408	10 109
Augmentation dettes de participation des salariés	380	474
Remboursement de participation des salariés	143	400

4.16 > Nantissement de dettes

Toutes les dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent.

4.17 > Instruments financiers

4.17.1 - Risque de change

L'ensemble des opérations du groupe est libellé en euros.

4.17.2 - Risque de taux sur emprunts

En K€	30.04.2007	30.04.2006
En-cours taux fixe	14 843	13 151
En-cours taux variable sur T4M	2 342	3 528
En-cours taux variable sur TRCAM	9	119
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois	7 654	10 984
En-cours taux variable sur EONIA	25	52
En-cours taux révisable sur CODEVI	1 944	2 468
Total	26 818	30 303

Des instruments financiers dérivés ont été négociés à des fins de couverture de taux :

> Le 29 octobre 2002 une opération d'échange de taux d'intérêt portant sur un montant dégressif allant de 4 117 Keuros à 1 253 Keuros a été conclue du 02.10.2003 au 02.01.2008 aux conditions suivantes :

- si le T4M est inférieur à 3% le taux sera de 4.17%,
- si le T4M est supérieur ou égal à 3 % et inférieur ou égal à 4.75% le taux sera le T4M,
- si le T4M est supérieur ou égal à 4.75% et inférieur ou égal à 5.70% le taux sera de 4.75%,
- si le T4M est supérieur à 5.70% le taux sera de 5.70%.

Au 30.04.2007, la juste valeur de ces instruments, calculée par la banque est négative de 3K€ contre 20K€ au 30.04.2006.

4.18 > Autres dettes non courantes

En K€	30.04.2007	30.04.2006
Intérêts minoritaires Mailtec Difusion ⁽¹⁾	147	120

⁽¹⁾ Ces intérêts minoritaires correspondent à l'engagement d'achat à première demande des parts détenues par un actionnaire minoritaire de MAILTEC DIFUSION sur la base de la situation nette comptable et d'une valeur minimum au nominal.

4.19 > Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Fournisseurs	1 420	10 471	10 313
Factures non parvenues	237	1 564	1 744
Sous-total	1 656	12 035	12 058
dont passifs destinés à être cédés		1 656	
Total		10 379	12 058

4.20 > Autres dettes courantes

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Dettes sociales	659	6 823	6 151
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	196	1 344	1 257
TVA	2 816	7 675	7 922
Fournisseurs d'immobilisations	1	525	808
Avoirs à établir - avances sur commandes	8 657	13 770	11 537
Clients créditeurs	1	2 534	1 925
Affranchissements à payer auprès de La Poste	2 442	14 732	13 805
Autres créditeurs	368	789	466
Sous-total	15 142	48 193	43 871
dont passifs destinés à être cédés		15 142	
Total		33 050	43 871

4.21 > Dettes d'impôts exigibles

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Impôts à payer			5

4.22 > Produits différés

En K€	Dont destinés à être cédés	30.04.2007	30.04.2006
Subventions publiques		1 367	1 431
- Crédit bail immobilier Diffusion Plus		915	958
- Crédit bail immobilier Data One		448	464
- Autres subventions		4	10
Autres produits différés		85	42
Total		1 452	1 473

La subvention de 1 524 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier DIFFUSION PLUS représentant un montant net d'amortissements de 1 042 K€ au 01.05.2004 fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.

La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier DATA ONE.

4.23 > Passifs destinés à être cédés

En K€	30.04.2007	30.04.2006
PASSIFS NON COURANTS DESTINÉS A ÊTRE CÉDÉS		
Provisions pour risques et charges	57	
Emprunts et dettes financières	1 290	
Total passifs non courants	1 347	
PASSIFS COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
Provisions pour risques et charges	120	
Emprunts et dettes financières	716	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 656	
Autres dettes courantes	15 142	
Total passifs courants	17 635	
Total	18 982	

NOTE V - INFORMATIONS DIVERSES

5.1 > Informations concernant les organes de direction et d'administration

Rémunérations des organes de direction et d'administration : les rémunérations brutes versées au titre de l'exercice (hors frais de déplacements) ont été de 599 K€.

- Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du conseil d'administration.
- Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83 payée par la société.
- Messieurs Daniel FERRAND et Philippe MISEREY, directeurs généraux délégués de GROUPE DIFFUSION PLUS SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.- Monsieur Stéphane PIERRE, directeur général de FIDBACK CRM SERVICES SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de sa rémunération brute mensuelle de base.

5.2 > Périmètre de l'intégration fiscale

Liste des sociétés membres du groupe (Article 46 quater 0 ZK de l'annexe III CGI)

Société mère	Filiale n°1	Filiale n°2	Filiale n°3	Filiale n°4
SA GROUPE DIFFUSION PLUS Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	SAS EMISSAIRES 380, rue de l'appel du 18 juin 1940 94190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	SAS DIFFUSION PLUS Les Champs Chouette 27600 SAINT-AUBIN-SUR-GAILLON	SARL DATA ONE Les Champs Chouette 27600 SAINT-AUBIN-SUR-GAILLON	SAS DINEXIS Route de Gaillon 27930 NORMANVILLE

NOTE V1 - INFORMATION SECTORIELLE

6.1 > Information par secteur d'activité

Le Groupe exerce une activité unique.

6.2 > Information par zone géographique

Le Groupe exerce 93% de son activité en France et est également présent au Portugal et en Espagne. Toutes ses activités sont donc concentrées dans la zone européenne.

NOTE VI1 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1 > Dettes garanties par des sûretés réelles en K€

Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

En K€	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers		
- sur immobilier	6 896	6 896
- sur matériels	16 020	16 020
Total	22 916	22 916

7.2 > Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation : Droits acquis au titre du DIF : 59 490 heures.

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 30 avril 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société GROUPE DIFFUSION PLUS relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations,
 - les modalités d'évaluation des pertes attachées à l'activité exercée dans la filiale DINEXIS dont le groupe a décidé de se séparer et qui sont exposées dans l'annexe au paragraphe EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE.
- Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 1^{er} octobre 2007

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS DUPARC & ASSOCIES
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

BILAN COMPTES SOCIAUX - ACTIF (en euros)

	30.04.07		30.04.06	
	Brut	Amortissements et provisions	Net	
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets, droits similaires	1 345 945	656 783	689 162	466 148
Fonds de commerce	1 794 041	662 781	1 131 260	1 517 312
Autres immobilisations incorporelles	13 599		13 599	129 694
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	5 722 019	4 980 620	741 399	904 430
Installations techniques, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles	938 445	775 772	162 673	108 349
Immobilisations en cours	53 070		53 070	17 124
Avances, acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	8 389 120	199 350	8 189 770	8 191 192
Créances rattachées à des participations	9 650 136	1 186 902	8 463 234	4 751 732
Autres titres immobilisés	1 927 980		1 927 980	1 927 980
Prêts	751 265		751 265	753 965
Autres immobilisations financières	50 963		50 963	18 699
TOTAL	30 636 583	8 462 208	22 174 375	18 786 625
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS				
Marchandises				
CRÉANCES				
Clients et comptes rattachés	747 367		747 367	881 195
Avances, acomptes sur commandes				20 785
Autres créances	826 707		826 707	141 385
Capital souscrit appelé non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				943 727
Disponibilités	15 672		15 672	26 240
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	50 028		50 028	30 493
TOTAL	1 639 774		1 639 774	2 043 825
Écart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	32 276 357	8 462 208	23 814 149	20 830 450

BILAN COMPTES SOCIAUX - PASSIF (en euros)

	30.04.07	30.04.06
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	2 019 600	2 019 600
Primes émission, fusion, apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	201 960	201 960
Réserves statutaires ou contractuelles	12 900 205	12 306 457
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 346 987	1 931 747
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	191 247	90 707
TOTAL	13 966 025	16 550 471
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits émissions titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	290 000	8 202
TOTAL	290 000	8 202
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes établissements de crédits	1 745 148	2 923 484
Emprunts, dettes financières diverses	6 890 917	360 803
Avances, acomptes sur commandes en cours	19 467	6 413
Fournisseurs et comptes rattachés	311 118	306 766
Dettes fiscales et sociales	449 795	419 493
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	114 969	247 653
Autres dettes	18 744	488
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 966	6 677
TOTAL	9 558 124	4 271 777
Écarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	23 814 149	20 830 450

COMPTE DE RÉSULTAT (en euros)

	30.04.07	30.04.06
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 075 258	4 687 529
Subventions	2 211	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	23 152	173 482
Autres produits	258	1 283
PRODUITS D'EXPLOITATION	5 100 879	4 862 294
Achats de marchandises		1
Achats matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	1 300 374	1 114 150
Impôts et taxes	69 419	80 746
Salaires et traitements	1 126 791	824 865
Charges sociales	512 580	364 513
Dotations amortissements sur immobilisations	463 062	374 396
Dotations provisions sur immobilisations	386 052	276 729
Dotations provisions sur actif circulant		
Dotations provisions risques et charges		
Autres charges	856	32 900
CHARGES D'EXPLOITATION	3 859 134	3 068 300
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 241 745	1 793 994
Produits financiers de participations	1 847 847	1 885 285
Produits autres valeurs mobilières		
Autres intérêts produits assimilés	36 859	26 652
Reprises sur provisions		263 947
Différences positives de change		
Produits nets cessions VMP	5 679	34 354
PRODUITS FINANCIERS	1 890 385	2 210 238
Dotations financières amortissements et provisions	1 016 167	
Intérêts et charges assimilés	132 337	137 988
Différences négatives de change		
Charges nettes cessions VMP		
CHARGES FINANCIÈRES	1 148 504	137 988
RÉSULTAT FINANCIER	741 881	2 072 249
RÉSULTAT COURANT	1 983 626	3 866 244
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations de capital	136 773	34 481
Reprises sur provisions	8 202	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	144 975	34 481
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 806 600	2 034 033
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	39 111	17 662
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	390 540	98 909
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 236 251	2 150 604
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-4 091 276	-2 116 123
Participation des salariés		
Impôt	-760 663	-181 626
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-1 346 987	1 931 747

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 avril 2007 dont le total est de 23 814 149 € et au compte de résultat dégageant une perte de 1 346 987 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} mai 2006 au 30 avril 2007. Les notes et les tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Ils sont présentés en euros. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 août 2007.

I - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'activité de la société DINEXIS (sous-filiale) s'est poursuivie dans des conditions fortement déficitaires et la direction du Groupe a décidé en conséquence au cours de l'exercice de se séparer de cette filiale ou à défaut d'en arrêter l'activité. Il a donc été décidé d'en tirer les conséquences en comptabilisant à la clôture de l'exercice les risques attachés à cette décision. La société GROUPE DIFFUSION PLUS a consenti au 30 avril 2007 un abandon de créance de 1 354 600 € à la société DINEXIS et constitué une dépréciation de créance de 1 000 000 € ainsi qu'une provision pour risques de 290 000 €.

Postérieurement à la clôture de l'exercice la société DINEXIS a été cédée à un tiers avec effet au 1^{er} mai 2007. Les incidences de cette cession sont couvertes en totalité par les dépréciations et provisions pour risques constituées à cet effet dans les comptes au 30 avril 2007.

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable.

Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue dans l'exercice.

III - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

A > ACTIF

1 - Immobilisations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La société GROUPE DIFFUSION PLUS a appliqué à compter du 1^{er} mai 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs défini par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06. Lorsque les amortissements calculés sur la durée d'utilisation sont inférieurs aux amortissements calculés sur la durée d'usage admise fiscalement, la différence est constatée sous forme d'amortissements dérogatoires.

> Durées et modes d'amortissement

	Modes	Durées
Logiciels	linéaire	1 à 4 ans
Constructions et agencements selon les composants	linéaire	10 à 50 ans
Matériels et outillages	linéaire	2 à 5 ans
Installations générales	linéaire	5 à 10 ans
Matériels de transport	linéaire	2 à 4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	linéaire	2 à 8 ans

Les mouvements relatifs aux postes de l'actif immobilisé sont regroupés dans les deux tableaux suivants.

> Tableau de variation des immobilisations

	Montants			Montants fin période
	début période	Augmentations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles	1 009 489	481 556	131 501	1 359 544
Mali technique ⁽¹⁾	1 794 041			1 794 041
Constructions sur sol d'autrui	5 722 019			5 722 019
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagement divers	529 869			529 869
Matériels de transport	45 081	9 500	9 500	45 081
Mobiliers et matériels de bureau	259 788	110 223	6 516	363 495
Immobilisations corporelles en cours	17 124	53 070	17 124	53 070
Avances et acomptes				
Sous-total	9 377 411	654 349	164 641	9 867 119
Participations et créances rattachées	13 313 010	4 726 501	255	18 039 256
Autres titres immobilisés	1 927 980			1 927 980
Prêts et autres immobilisations financières	772 664	32 264	2 700	802 228
Sous-total	16 013 654	4 758 765	2 955	20 769 464
TOTAL GÉNÉRAL	25 391 065	5 413 114	167 596	30 636 583

⁽¹⁾ La société civile LES SONNANTES (qui détenait 60 480 actions de la société GROUPE DIFFUSION PLUS) a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au 1^{er} novembre 2005 qui a été comptabilisée aux valeurs nettes comptables et s'est traduite par un mali technique, de 1 794 041 euros comptabilisé en immobilisations incorporelles.

Suivi du mali technique	Nombre	Cours	Valeurs brutes
Titres d'autocontrôle			
Titres détenus au 30/04/2005	48 521	37,37	1 813 227
Titres reçus TUP SONNANTES	60 480	1,90	114 754
Sous-total	109 001	17,69	1 927 981
Mali technique TUP SONNANTES affecté aux titres d'autocontrôle			1 794 041
Total valeurs brutes	109 001		3 722 022
Valeurs vénales	109 001	28,07	3 059 241
Dépréciation mali technique			662 781

> Tableau de variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

	Montants début période	Dotations	Reprises	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	413 647	244 942	1 807	656 782
Dépréciation mali technique	276 729	386 052		662 781
Constructions sur sol d'autrui	4 817 589	163 032		4 980 621
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagement divers	517 798			517 798
Matériels de transport	27 497	5 153	182	32 468
Matériels et mobiliers de bureau	181 094	49 934	5 523	225 505
TOTAL	6 234 354	849 113	7 512	7 075 955

2 - Liste des filiales et participations

> Tableau des filiales et participations au 30 avril 2007

Nom des sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital (avant résultat)	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Dettes aux filiales	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société mère	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Date de clôture du dernier exercice
				brute	nette							
DIFFUSION PLUS	1 032 000	5 889 105	100 %	1 088 680	1 088 680	6 798 253		2 517 393	52 496 272	794 491	645 000	30.04.07
EMISSAIRES	160 000	267 351	100 %	153 365	153 365		41 169	1 743 368	7 955 348	359 721	340 000	30.04.07
NORD SOUS FILM	40 000	201 628	100 %	1 356 845	1 356 845		307	279 132	3 207 117	95 363	232 000	30.04.07
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	160 000	244 673	100 %	174 506	174 506		9 139	621 265	4 493 141	122 681		30.04.07
POREVEL	51 000	705 586	100 %	529 817	529 817				1 366 462	21 854		30.04.07
MAILTEC DIFUSION	420 700	- 94 466	55 %	232 395	232 395		1 291 305	26 276	5 725 567	73 581		30.04.07
DATA ONE	1 300 000	53 119	100 %	1 300 000	1 300 000		4 054 604	16 881 840	20 537 878	11 216		30.04.07
FIDBACK CRM SERVICES	120 000	- 115 536	51 %	61 200			1 098 668	63 972	3 687 513	4 312		30.04.07
SCI LES SPIRÉES	7 622	- 110 007	70 %	5 336	5 336		240 871		8 944	- 3 568		30.04.07
SCI POUR L'EUROPE	7 622	- 61 872	70 %	5 336	5 336		204 063		15 411	4 511		30.04.07
SCI PROVENCE	3 049	64 693	99,99 %	228 574	228 574		385 887		45 735	24 503		30.04.07
SCI ESPACE	503 250	383 308	99,99 %	1 555 490	1 555 490		1 426		548 840	324 692	230 000	30.04.07
SCI DE LA GROSSE REMISE	991 250	17 768	99,99 %	990 873	990 873	3 575			200 539	92 258	83 196	30.04.07
TAGG INFORMATIQUE	2 548 400	470 032	19,62 %	566 838	566 838				12 843 414	573 001	14 750	31.08.06
S.E.T. (1)	NC	NC	17 %	121 950			186 902		NC	NC		
PUBLITRI (1)	NC	NC		34					NC	NC		
DINEXIS (2)	500 000	929 875				2 196	2 856 535	2 709 347	15 562 450	- 1 429 852		30.04.07
DIMENSION 4				432	432				NC	NC		
BDM PLUS (3)	35 000		7 %	2 450	1 283				240 671	- 16 670		30.09.06
REGROUPEURE (4)	100 000		15 %	15 000				30 525				
TOTAL				8 389 120	8 189 769	6 804 024	10 401 401	24 842 593			1 544 946	

(1) Sociétés en liquidation

(3) BDM PLUS création de la société en décembre 2005

(2) DINEXIS est filiale de DIFFUSION PLUS

(4) REGROUPEURE création de la société en juillet 2006

3 - Titres de participation et autres immobilisations financières

> 3.1 Titres de participation

ACQUISITIONS :

Acquisition de 15% de la société Regroup'Eure le 16 juin 2006.

CESSIONS :

Cession au cours de l'exercice d'une part de la SCI Provence et de la SCI ESPACE.

MODE D'ÉVALUATION DES TITRES DE PARTICIPATION :

Participations "sociétés opérationnelles"

Les titres de participation sont estimés à leur valeur d'usage, c'est-à-dire la valeur qu'un chef d'entreprise prudent et avisé accepterait de décaisser pour les obtenir s'il avait à les acquérir. La méthode de valorisation retenue prend en compte les capitaux propres et la rentabilité de chaque société. Toutes les variations négatives entre la valeur d'usage et le coût historique font l'objet d'une constitution de dépréciation.

Participations "sociétés immobilières"

Les titres de participation des sociétés civiles immobilières sont estimés en fonction des valeurs des biens immobiliers qu'elles détiennent. Tous ces immeubles, à vocation industrielle, sont valorisés en fonction de leur valeur d'utilisation, à l'appui d'une expertise réalisée par le cabinet COLLOME Frères, cette valeur est néanmoins limitée à une valeur vénale.

La valorisation des titres en découlant n'a engendré aucune dépréciation.

> 3.2 Titres d'autocontrôle

	30.04.07	30.04.06
Nombre de titres	109 001	109 001
Prix d'acquisition	1 927 980	1 927 980
Valeur à la clôture	3 059 241	3 445 293
Provision pour dépréciation	(1)	(1)

(1) Provision affectée sur le mali technique (cf III-A-1)

> 3.3 Prêts et autres immobilisations financières

	30.04.07	30.04.06
Prêt participatif MAILTEC DIFUSIÒN	751 265	751 265
Prêts au personnel		2 700
Dépôts et cautionnements	50 963	18 699
Valeurs brutes	802 228	772 664
Dépréciations		
Valeurs nettes	802 228	772 664

> 3.4 Dotations et reprises de dépréciation

Sur titres :

	Début	Dotations	Reprises	Fin
FIDBACK CRM SERVICES	61 200			61 200
SET	121 950			121 950
REGROUPEURE		15 000		15 000
BDM plus		1 167		1 167
DIVERS	33			33
TOTAL	183 183	16 167		199 350

Sur avances financières :

	Début	Dotations	Reprises	Fin
SET	186 902			186 902
DINEXIS		1 000 000		1 000 000
TOTAL	186 902	1 000 000		1 186 902

A la date du 30 avril 2007, compte tenu de la situation financière de la société DINEXIS (sous-filiale) et de ses perspectives d'exploitation, les avances en compte courant ont fait l'objet d'une dépréciation de 1 million d'euros.

4 - Créances rattachées à des participations - Classement par échéance

Le total des créances, détaillé dans le tableau des filiales, s'élève à 10 401 401 euros, dont 8 923 194 euros remboursables à moins d'un an.

Créances rattachées	9 650 136
Prêt participatif	751 265
Total	10 401 401

5 - Éléments concernant les entreprises liées

Montants concernant les entreprises liées :

ACTIF	
Participations	Voir note n°2
Créances rattachées à des participations	Voir note n°4
Créances clients et comptes rattachés	744 077
Autres créances	
PASSIF	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 394
Comptes courants	6 804 024
Autres dettes	125 104
COMPTE DE RÉSULTAT	
Charges exceptionnelles	3 806 600
Charges financières	32 577
Dotations de provisions pour dépréciations	1 000 000
Produits financiers	339 760
Dividendes	1 530 196
Produits exceptionnels	29 009

6 - Actif circulant

> Classement par échéances : toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.

> Produits à recevoir :

	30.04.07	30.04.06
Clients factures à établir	245 180	346 281
Fournisseurs avoirs à recevoir	5 812	
Produits divers à recevoir	1 192	846
Total	252 184	347 127

> Mode d'évaluation des valeurs mobilières de placement : Le prix de revient des valeurs mobilières de placement est comparé au cours du dernier jour de l'exercice, l'écart éventuel est provisionné s'il est négatif. Les plus-values latentes sur titres d'OPCVM sont réintégrées fiscalement.

> Sicav monétaires :

	30.04.07	30.04.06
Valeur comptable	0	943 727
Valeur d'inventaire selon prix de marché	0	943 727

> Certificats de dépôts négociables : néant

7 - Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance	30.04.07	30.04.06
Locations immobilières	2 143	1 870
Locations mobilières	974	842
Entretien et maintenance	7 503	8 974
Assurances	5 994	5 995
Honoraires	8 970	38
Frais de bourse	6 700	5 200
Publicité - annonces	10 125	7 410
Cotisations	1 000	
Autres charges de personnel	5 904	166
Médecine du travail	715	
Total	50 028	30 493

B > PASSIF**1 - Capital social**

> Capital social :

	Nombre	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 224 000	1,65
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 224 000	1,65

> Tableau de variation des capitaux propres :

Exercice 06.07			
A	1	Capitaux propres à la clôture de l'exercice n-1 avant affectation	14 618 725
	2	Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	1 931 747
	3	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice n	16 550 472
B		Apports reçus	
	1	Variation du capital	
	2	Variation des autres postes	
C		(= A3 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	16 550 471
D		Variations en cours d'exercice	- 1 237 459
	1	Variation du capital	
	2	Variation des primes, réserves, report à nouveau (a)	- 1 337 999
	3	Variation des « provisions » relevant des capitaux propres	
	4	Amortissements dérogatoires (b)	100 540
	5	Autres variations - acomptes sur dividendes	
E		Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant AGO (=C+/-D)	15 313 013
F		Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice (= E - C)	- 1 237 459
G		Dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
H		Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (= F - G)	-1 237 459

(a) Dividendes versés : 1 337 999.

(b) Incidence du retraitement des nouvelles durées d'amortissements des constructions depuis le 1^{er} mai 2005.

2 - Provisions pour risques et charges

	30.04.06	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	30.04.07
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour impôts ⁽¹⁾	8 202	290 000	8 202		290 000
Total	8 202	290 000	8 202		290 000

⁽¹⁾ Une provision pour impôts de 290 K€ a été constituée pour faire face à l'impact de la décision de la sortie du périmètre d'intégration fiscale de notre filiale DINEXIS au 1^{er} mai 2007.

3 - Emprunts, dettes financières et divers

> Classement par échéances :

Rubrique	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
A plus d'un an à l'origine				
Emprunts bancaires	1 734 991	787 446	947 545	
Dépôts de garantie reçus	86 893			86 893
A moins d'un an à l'origine				
Compte courant DIFFUSION PLUS	6 798 253	6 798 253		
Compte courant GROSSE REMISE	3 575	3 575		
Compte courant IS DINEXIS	2 196	2 196		
Concours bancaires	8 643	8 643		
Intérêts courus sur emprunts	1 514	1 514		
Total	8 636 065	7 601 627	947 545	86 893

> Information sur le risque de taux :

En-cours taux fixe	472 714
En-cours taux variable sur T4M	
En-cours taux variable sur TRCAM	9 359
En-cours taux révisable sur EURIBOR	1 252 918
Total capital restant dû	1 734 991

4 - Autres dettes - Classement par échéance

Toutes les autres dettes sont payables à moins d'un an.

> Charges à payer :

	30.04.07	30.04.06
Intérêt courus sur emprunts	1 514	3 087
Fournisseurs factures non parvenues	287 868	205 633
Avoirs à établir		16 000
Personnel	161 043	113 782
Organismes sociaux	74 612	51 913
Etat	31 969	30 030
Total	573 006	404 445

5 - Comptes de régularisation passif

> Produits constatés d'avance :

	30.04.07	30.04.06
Locations matériels divers	6 864	6 677
Ventes de produits annexes	1 102	
Total	7 966	6 677

6 - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se décompose comme suit :

Organic	10 969
Provisions dépréciation compte courant Dinexis	1 000 000
Total	1 010 969
Taux d'imposition 33,1/3%	33,33%
Allègement de la dette future d'impôt	336 956

La société n'a pas, à la clôture de l'exercice, d'impôt à payer au titre des charges déductibles l'année de leur comptabilisation.

IV - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

1 - Ventilation de l'effectif moyen

	Salariés	Personnel mis à disposition	Total
Cadres	5		5
Agents de maîtrise			
Employés	8		8
Ouvriers			
Total	13		13

2 - Résultat exceptionnel

> Produits exceptionnels sur opérations en capital		136 773
- Cessions immobilisations corporelles	37 509	
- Divers	99 264	
> Reprise sur provisions		8 202
- Risques et charges exceptionnelles	8 202	
Produits exceptionnels		144 975
> Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 806 600
- Abandons de créances à DATA ONE	1 700 000	
- Abandons de créances à DINEXIS	1 354 600	
- Abandon de créance à FIDBACK CRM SERVICES	752 000	
> Charges exceptionnelles sur opérations en capital		39 111
- VNC sur cessions immobilisations corporelles	39 111	
> Dotations aux provisions		390 540
- Amortissements exceptionnels	100 540	
- Risques et charges exceptionnels	290 000	
Charges exceptionnelles		4 236 251

Résultat exceptionnel - 4 091 276

3 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

> Intégration fiscale

La société, en tant que société mère, intègre fiscalement quatre filiales, DIFFUSION PLUS, DINEXIS, EMISSAIRES, et DATA ONE.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, chaque filiale est redevable, à l'égard de la société mère, de l'impôt qu'elle aurait acquitté si elle avait été imposée séparément.

A la clôture de l'exercice, la société mère n'a aucun engagement de reversement d'économies d'impôts à l'égard de ses filiales.

> Ventilation de l'impôt

	Résultat courant	Résultat exceptionnel	Résultat total
Résultat avant impôt	1 983 627	-4 091 276	-2 107 649
Impôt de l'exercice	763 172	-1 523 835	-760 663
Résultat après impôt	1 220 455	-2 567 441	-1 346 986

> Méthode employée

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

	Courant	Exceptionnel	Total
Résultat	1 983 627	-4 091 276	-2 107 649
Déductions fiscales	-1 494 447	-8 202	-1 502 649
Réintégrations fiscales	1 800 335	1 658 033	3 458 368
Résultat fiscal	2 289 515	-2 441 445	-151 930
Taux d'imposition	33,33 %	-	-
Contribution complémentaire			
Montant impôt société	763 172	-763 172	
Gain d'IS suite intégration fiscale		-768 865	-768 865
Rappel IS		8 202	8 202
Allègement mécénat			
Charge d'impôt	763 172	-1 523 835	-760 663

V - ENGAGEMENTS

1 - Informations hors bilan

> Sûretés réelles accordées sur autres emprunts

	Capital restant dû
Nantissement des actions de la société NORD SOUS FILM	
Au profit du CIN en garantie d'un emprunt de 500 000 euros	28 455
Au profit de NATEXIS en garantie d'un emprunt de 494 000 euros	49 400
Au profit du CRÉDIT AGRICOLE en garantie d'un emprunt de 503 000 euros	9 359
Nantissement des actions de la société PORENVEL	
Au profit du CRÉDIT AGRICOLE en garantie d'un emprunt de 500 000 euros	82 592
Nantissement des parts de la SCI ESPACE	
Au profit du CRÉDIT AGRICOLE en garantie d'un emprunt de 500 000 euros	262 523
Au profit de NATEXIS en garantie d'un emprunt de 600 000 euros	407 148
Total	839 477

2 - Engagements de crédit-bail

Néant.

3 - Autres engagements

> Engagements donnés

Lettre de confort délivrée à la CAIXA sur escompte d'effets de commerce en faveur de MAILTEC DIFUSIÒN	120 200
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par MAILTEC DIFUSIÒN	26 276
Caution à MUR ÉCUREUIL pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société DATA ONE	4 938 627
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par DATA ONE	11 243 213
Caution donnée au CRÉDIT AGRICOLE qui s'est engagé à garantir au profit de la Poste le règlement des affranchissements réalisés par DATA ONE	100 000
Caution donnée au CIN qui s'est engagé à garantir au profit de la Poste le règlement des affranchissements réalisés par DATA ONE	300 000
Caution donnée à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE qui s'est engagé à garantir au profit de la Poste le règlement des affranchissements réalisés par DATA ONE	300 000
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par LA PARISIENNE DE ROUTAGE	21 265
Caution donnée au CRÉDIT AGRICOLE NORMANDIE SEINE qui s'est engagé à garantir au profit de Trans Euro Diffusion le règlement des affranchissements réalisés par LA PARISIENNE DE ROUTAGE	600 000
Caution à MUR ÉCUREUIL pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société DIFFUSION PLUS.	1 524 490
Caution donnée à AUXICOMI pour la durée du contrat de crédit bail immobilier souscrit par la société NORD SOUS FILM	173 030
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société NORD SOUS FILM	106 102
Caution donnée au CIN qui s'est engagé à garantir au profit de la Poste le règlement des affranchissements réalisés par DINEXIS	1 700 000
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par DINEXIS	1 009 347
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société FIDBACK CRM SERVICES	63 972
Total	22 226 522

Engagement de la société GROUPE DIFFUSION PLUS en cas de révocation de la fonction de directeur général délégué de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

> Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

Droits acquis au titre du DIF : 585 heures

> Engagements reçus

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à DATA ONE avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'administration du 28.04.00	502 677
Conseil d'administration du 27.10.00	304 898
Conseil d'administration du 27.04.01	434 480
Conseil d'administration du 30.10.01	235 000
Conseil d'administration du 24.04.02	145 000
Conseil d'administration du 30.10.02	930 000
Conseil d'administration du 27.04.03	1 275 000
Conseil d'administration du 25.08.03	15 000
Conseil d'administration du 31.10.03	2 220 000
Conseil d'administration du 29.04.04	710 000
Conseil d'administration du 30.04.05	1 025 000
Conseil d'administration du 31.10.05	1 270 000
Conseil d'administration du 29.04.06	350 000
Conseil d'administration du 30.04.07	1 700 000
Montant net restant à recouvrer au 30.04.07	11 117 055

Engagement de récupération de l'abandon de créances consenti à FIDBACK CRM SERVICES avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'administration du 29.04.06	385 000
Conseil d'administration du 31.10.06	255 000
Conseil d'administration du 30.04.07	497 000
Montant net restant à recouvrer au 30.04.07	1 137 000

VI - RENSEIGNEMENTS DIVERS

1 - Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Prestations administratives et commerciales	3 634 976	112 000	3 746 976
Vente de produits annexes	437 255		437 255
Produits locatifs immobiliers	880 990		880 990
Produits locatifs mobiliers	10 037		10 037
Total	4 963 258	112 000	5 075 258

2 - Rémunération des organes de direction et d'administration

Organes de direction et d'administration : 598 538

3 - Consolidation

La société GROUPE DIFFUSION PLUS, société mère, consolide dans ses comptes par intégration globale les sociétés DIFFUSION PLUS, DINEXIS, EMISSAIRES, LA PARISIENNE DE ROUTAGE, MAILTEC DIFUSION, DATA ONE, PORENVEL, NORD SOUS FILM, FIDBACK CRM SERVICES, SCI ESPACE, SCI POUR L'EUROPE, SCI LES SPIRÉES, SCI PROVENCE et SCI DE LA GROSSE REMISE

4 - Engagements de retraites

Les engagements en matière d'indemnités futures de départ en retraite sont entièrement couverts par la souscription d'un contrat d'assurance auprès du CIN.

TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Au 30 avril	2003	2004	2005	2006	2007
I - Situation en fin d'exercice					
Capital social	2 019 600	2 019 600	2 019 600	2 019 600	2 019 600
Nombre d'actions émises	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 224 000
Nombre d'actions à créer					
II - Résultat global des opérations effectuées					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 953 013	4 802 979	4 600 040	4 687 529	5 075 258
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	2 555 895	2 469 972	2 781 420	2 075 126	139 969
Impôt sur les bénéfices	-6 013	-4 140	503 504	-181 626	-760 663
Participation des salariés					
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	1 694 170	2 366 942	3 634 205	1 931 747	-1 346 987
Montant des bénéfices distribués (proposé par le Conseil d'Administration)	1 468 800	1 224 000	1 468 800	1 468 800	(734 400)
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt et participation, mais avant amortissements et provisions	2,09	2,02	1,86	1,84	0,74
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	1,38	1,93	2,97	1,58	-1,10
Dividende versé à chaque action (proposé par le Conseil d'Administration)	1,20	1,00	1,20	1,20	(0,60)
IV - Personnel					
Nombre de salariés	13	13	13	10	13
Montant de la masse salariale	1 107 719	903 312	862 169	824 865	1 126 791
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	541 174	407 795	446 752	364 513	512 580

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 30 avril 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Nous avons notamment examiné les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations et plus particulièrement des titres de participation et des comptes de créances rattachées à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux engagements consentis en faveur des mandataires sociaux à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous vous signalons que l'information prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce sur le montant des rémunérations et les avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux est une information globale et est donc incomplète par rapport aux dispositions dudit article qui prescrit une information individuelle.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 1^{er} octobre 2007

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS DUPARC & ASSOCIES
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 30 avril 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

I - Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

La description des conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice figure dans le tableau 1.

2 - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements figurant dans le tableau II, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont indiquées dans le tableau III du présent rapport.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 1^{er} octobre 2007

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS DUPARC & ASSOCIES
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

TABLEAU I : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS CONCLUS AU COURS DE L'EXERCICE ET PRÉALABLEMENT AUTORISÉS

Sociétés ou administrateurs concernés	Nature, objet, modalités des conventions	Date	Produits, charges comptabilisés
FIDBACK CRM SERVICES	Abandon par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au 31.10.2006 au profit de la société FIBDACK CRM SERVICES d'une somme de 255.000 euros correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune.	31.10.2006	- 255 000
FIDBACK CRM SERVICES	Abandon par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au 30.04.2007 au profit de la société FIBDACK CRM SERVICES d'une somme de 497.000 euros correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune.	30.04.2007	- 497 000
DATA ONE	Abandon par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au 30.04.2007 au profit de la société DATA ONE d'une somme de 1.700.000 euros correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune.	30.04.2007	- 1 700 000
DINEXIS	Abandon par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au 30.04.2007 au profit de la société DINEXIS d'une somme de 1.354.600 euros correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant.	30.04.2007	- 1 354 600

TABLEAU II : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS CONCLUS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Sociétés ou administrateurs concernés	Nature, objet, modalités des conventions	Date	Produits, charges comptabilisés
SCI LES SPIRÉES	Bail à construction : 24 ans à compter du 16.04.87, loyer annuel hors taxes 6 098 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 3 ^e trimestre 1986 : 861 points).	04.04.1987	-8 944
SCI POUR L'EUROPE	Bail à construction : 24 ans à compter du 01.06.88, loyer annuel hors taxes 10 671 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 4 ^e trimestre 1987 : 890 points).	28.04.1988	-15 411
DIFFUSION PLUS	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société DIFFUSION PLUS, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DIFFUSION PLUS. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.05.97.	04.05.1997	2 609 000
EMISSAIRES	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société EMISSAIRES, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par EMISSAIRES. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.05.97.	04.05.1997	164 000
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société LA PARISIENNE DE ROUTAGE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par LA PARISIENNE DE ROUTAGE. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.05.97.	04.05.1997	77 000

TABLEAU II bis: CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS CONCLUS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS
ET DONT L'ÉXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Sociétés ou administrateurs concernés	Nature, objet, modalités des conventions	Date	Produits, charges comptabilisés
MAILTEC DIFUSIÒN	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société MAILTEC DIFUSIÒN, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par MAILTEC DIFUSIÒN. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.07.98.	18.06.1998	74 000
DATA ONE	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société VARIDIFF, qui est devenue la société DATA ONE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DATA ONE. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.04.99.	15.02.1999	279 000
DINEXIS	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société DINEXIS, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DINEXIS. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.05.01.	17.05.2001	159 000
NORD SOUS FILM	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société NORD SOUS FILM, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par NORD SOUS FILM. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. Date d'effet : 01.08.02.	14.10.2002	94 000

TABLEAU II ter: CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS CONCLUS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Sociétés ou administrateurs concernés	Nature, objet, modalités des conventions	Date	Produits, charges comptabilisés
PORENVEL	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société PORENVEL, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par PORENVEL. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. <p>Date d'effet : 01.01.03.</p>	02.01.2003	38 000
FIDBACK CRM SERVICES	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société FIDBACK CRM SERVICES, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. > 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par FIDBACK CRM SERVICES. > 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents. <p>Date d'effet : 03.01.05.</p>	03.01.2005	48 000
Daniel FERRAND et Philippe MISEREY	<p>Engagement de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, en cas de révocation de la fonction de directeur général de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.</p>	17.12.2001	Néant

TABLEAU III : PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

SOCIÉTÉ	ADMINISTRATEUR CONCERNÉ ET FONCTION OCCUPÉE		
	William Mériel	Philippe Miserey	Daniel Ferrand
DIFFUSION PLUS	Président	Directeur Général	Directeur Général
DINEXIS	Président		
EMISSAIRES	Président	Directeur Général	
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Président	Directeur Général	
DATA ONE	Gérant		
NORD SOUS FILM	Président	Directeur Général	
MAILTEC DIFUSIÒN	Administrateur unique		
PORENVEL	Administrateur		
SCI LES SPIRÉES	Gérant		
SCI POUR L'EUROPE	Gérant		
FIDBACK CRM SERVICES	Président		

RAPPORTS ET INFORMATIONS

- 83 * Renseignements généraux
- 84 * Rapport du président sur le contrôle interne
- 86 * Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président concernant le contrôle interne
- 87 * Rapport sur le rachat par la société de ses propres titres
- 88 * Rapport sur la réduction du capital social
Rapport relatif aux opérations sur titres des dirigeants
Liste des informations publiées
- 89 * Information relatives aux OPA

IDENTITÉ

Dénomination sociale : SA GROUPE DIFFUSION PLUS

Siège social : RN 154 - 27930 NORMANVILLE

Forme juridique : société anonyme

RCS : Evreux B 333 500 346

Code APE : 741 J

OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

> toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières et mobilières se rapportant à la mise sous enveloppe et sous film rétractable ou non, pliage, assemblage, encartage, travaux manuels et colisage, timbrage et routage suivant la réglementation postale, ruptage, massicotage de tous les documents et la gestion de fichiers ainsi que l'étude, la conception, l'impression et la fabrication de tous supports de diffusion et de conditionnement,

> la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous les établissements se rapportant aux activités spécifiées, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation aux entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet,

> la prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, la constitution de tous portefeuilles de valeurs de bourse, l'administration, la gestion et la mise en valeur de biens acquis ou constitués,

> la propriété, l'administration et l'exploitation de tous immeubles, de tous biens et droits immobiliers quelconques.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

99 ans à compter de l'immatriculation au RCS, soit jusqu'au 02.10.2084.

EXERCICE SOCIAL

Du 1^{er} mai au 30 avril.

CAPITAL SOCIAL

> montant : 2 019 600 euros,

> nombre d'actions : 1 224 000,

> nominal des actions : 1,65 euros

> forme des actions : nominative ou au porteur

> l'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts les dispositions suivantes :

- droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans,
- les franchissements, à la hausse ou à la baisse, des seuils prévus par la loi doivent être déclarés par tout actionnaire auprès du Conseil des Bourses de Valeurs, selon les dispositions légales en vigueur.

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE CONTRÔLE INTERNE EXERCICE 2006-2007

I > INTRODUCTION

Le présent rapport est établi conformément aux dispositions de l'article L.225.37 du Code de Commerce.

Il vous expose les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration durant l'exercice 2006-2007 et vous informe des procédures de contrôle interne mises en place dans notre société.

Par ailleurs, conformément à l'article L.225.235, les commissaires aux comptes présentent, dans un rapport joint, leurs observations pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière de la société.

II > TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est composé de trois administrateurs :

- Monsieur William MERIEL - Président du conseil d'administration et Directeur général
- Madame Mauricette MERIEL
- Monsieur Philippe MISEREY - Directeur général délégué

Monsieur Daniel FERRAND, Directeur général délégué (non administrateur) est invité régulièrement à participer aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration s'est réuni très régulièrement au cours de l'exercice.

La totalité des décisions du conseil d'administration a été adoptée à l'unanimité.

Le conseil d'administration n'a apporté aucune limitation aux pouvoirs du Directeur général.

III > LE COMITÉ DE DIRECTION :

Le comité de direction est composé du Président directeur général, des directeurs généraux délégués de la société mère ainsi que des responsables des principales filiales.

Il se réunit une fois par mois sauf au mois d'août.

Il arrête les budgets de chaque société du groupe. Il examine les comptes mensuels de chaque société et analyse les écarts entre les prévisions et les réalisations.

Tous les sujets sont abordés par ce comité et plus particulièrement la synergie entre les sociétés.

Organe de contrôle du groupe il a également un rôle important dans l'élaboration de la stratégie.

IV > LE CONTRÔLE DE GESTION :

Le service du contrôle de gestion, intégré dans la société mère a pour mission :

- d'élaborer avec les directions opérationnelles les budgets des sociétés filiales, de les consolider et d'assurer la cohérence des informations.
- d'assister le management opérationnel dans le suivi de l'exécution du budget.
- de contrôler la réalisation du budget d'investissements.
- de fournir au comité de direction une synthèse de ses travaux
- de réaliser toute étude ponctuelle.

V > LES CONSEILS EXTERIEURS :

Compte tenu de la taille et des besoins du GROUPE un certain nombre de fonctions sont externalisées :

- juridique
- fiscale
- contentieux

VI > LE CONTRÔLE EXTERNE :

L'organisation interne est complétée par l'intervention des commissaires aux comptes, qui contrôlent les comptes sociaux et les comptes consolidés semestriels et annuels du GROUPE.

VII > LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE RELATIVES A LA FIABILITE DES INFORMATIONS FINANCIÈRES :

7.1 Principes et normes comptables du GROUPE

7.1.1 Comptes sociaux :

Les conventions générales comptables appliquées sont conformes aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement 99-03 du comité de la réglementation comptable.

7.1.2 Comptes consolidés :

Les comptes consolidés publiés pour l'exercice 2006-2007 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS ont été appliquées avec effet rétroactif au 1er mai 2004.

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes à la même date.

7.2 Procédures d'établissement et de contrôle des comptes :

Les sociétés françaises du groupe utilisent le logiciel SAP, qui permet d'atteindre un meilleur niveau de sécurité dans les procédures internes des cycles de ventes, d'achats, de trésorerie et de gestion du personnel.

Les comptes consolidés sont établis à partir des données saisies localement dans chaque entité conformément aux normes du GROUPE.

Les données locales incluant un bilan, un compte de résultat et une annexe sont établies selon un plan de compte unique.

Les données des filiales sont vérifiées par les services comptables et contrôle de gestion du GROUPE.

Les filiales étrangères, exemptes de contrôle légal, sont périodiquement auditées par un de nos commissaires aux comptes.

Fait à Normanville, le 25 septembre 2007

William Mériel,

Président du conseil d'administration

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ETABLI EN APPLICATION DU DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Exercice clos le 30 avril 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société anonyme GROUPE DIFFUSION PLUS, et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-235 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société, conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 avril 2007.

Il appartient au Président du conseil d'administration de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président,
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du code de commerce.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux, le 1^{er} octobre 2007

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS DUPARC & ASSOCIES
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

RAPPORT SUR LE RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES TITRES

Un programme de rachats d'actions a été autorisé par l'assemblée générale des actionnaires le 27 septembre 1999. Cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque assemblée générale dont la dernière s'est tenue le 16 octobre 2006.

Programme de rachat autorisé par l'assemblée générale du 16 octobre 2006 :

> Nombres de titres composant le capital de l'émetteur au début du programme (16.10.06) = 1 224 000.

> Nombres de titres auto-détenus au début du programme = 109 001.

> Opérations réalisées depuis le début du programme jusqu'au 31.08.2007	
- Nombre de titres achetés	0
- Nombre de titres vendus	0
- Nombre de titres annulés	0
- Nombre de titres détenus au 31.08.2007	109 001
- Valeur comptable du portefeuille au 31.08.2007	3 059 240
Valeur comptable :	1 927 980
Mali technique :	1 131 260
- Valeur de marché au 31.08.07	3 488 032

L'assemblée générale mixte du 16.10.2006 a renouvelé, au conseil d'administration, l'autorisation d'achat et de vente de ses propres actions par la société dans des conditions et selon certains objectifs déterminés par l'assemblée. Cette autorisation a été conférée au conseil d'administration pour une durée de dix huit mois.

Le prix maximum d'achat fixé par cette autorisation était de 40 euros par action et le prix minimum de cession était de 30 euros par action dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122 400 actions.

La totalité des titres détenus au 31.08.07 est destinée à être conservée et remise dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Il est demandé à la présente assemblée de reconduire l'autorisation d'acquérir des actions dans les conditions suivantes :

> Prix maximal d'achat par action : 30 euros (hors frais d'acquisition)

> Prix minimal de vente par action : 25 euros (hors frais d'acquisition)

Le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122 400 actions.

L'acquisition de ces titres représenterait ainsi un montant maximum théorique de 401 970 euros sur la base d'un prix maximal de 30 euros par action compte tenu des 109 001 actions déjà auto-détenues.

Toutefois en cas d'annulation des titres actuellement détenus, le montant maximal de l'opération serait alors fixé à 3 672 000 €.

La présente autorisation a pour objet de permettre à la société d'utiliser les possibilités d'acquisition pour :

- Remettre des actions à titre d'échange ou de paiement, dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Cette autorisation est demandée pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'assemblée générale du 16.10.2007.

Fait à Normanville, le 25 septembre 2007

Le conseil d'administration

RAPPORT SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL PAR ANNULATION DES ACTIONS ACQUISES

L'assemblée générale du 20.10.2005 a donné au conseil d'administration le pouvoir de réduire le capital social de la société dans la limite de 10 % du capital et ce jusqu'au 19.10.2007. A ce jour cette autorisation n'a pas été utilisée.

RAPPORT RELATIF AUX OPÉRATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS

Au cours de l'année civile 2006 les opérations suivantes ont été réalisées :
Dirigeant concerné : Philippe MISEREY Directeur général délégué et administrateur.

Date	Achat/vente	Cours (euros)	Quantités	Montant (euros)
21/02	achat	25,07	22	551,54
23/02	achat	25,50	75	1 912,50
24/02	achat	25,50	41	1 045,50
27/02	achat	25,50	33	841,50
28/02	achat	25,50	50	1 275,00
02/03	achat	25,50	133	3 391,50
03/03	achat	25,42	68	1 728,58
10/03	achat	24,05	50	1 202,50
13/03	achat	24,05	50	1 202,50
			922	13 151,12

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois établie en application de l'article L. 451-1-1 du code monétaire et financier et de l'article L. 221-1-1 du règlement général de l'AMF.

Nature des informations	Date de publication	Référence des publications ou Diffusion
Chiffre d'affaires du 1er trimestre exercice 2007-2008	17.09.07	BALO - Wire les échos- Site de l'émetteur - La Tribune
Avis de convocation à l'assemblée générale du 16.10.2007	13.09.07	BALO - Wire les échos
Cession Dinexis (95 %)	30.07.07	Wire les échos- Site de l'émetteur - La Tribune
Chiffre d'affaires annuel exercice 2006-2007	22.06.07	BALO - Wire les échos- Site de l'émetteur - La Tribune
Résultat trimestriels, chiffre d'affaires du 3ème Trimestre exercice 2006-2007	04.04.07	BALO - Wire les échos- Site de l'émetteur- La Tribune - Investir
Rapport semestriel exercice 2006-2007	04.04.07	BALO - Wire les échos - Site de l'émetteur
Déclaration des dirigeants sur l'opération sur titres	12.02.07	AMF
Chiffre d'affaires du 2ème trimestre exercice 2006-2007	26.12.06	BALO - Wire les échos- Site de l'émetteur - La Tribune
Rapport contrôle interne et gouvernement d'entreprise	07.11.06	AMF
Rapport Annuel exercice 2005-2006	06.11.06	AMF - Site de l'émetteur
Droit de vote, approbation des compte exercice 2005-2006	30.10.06	BALO
Droit de vote	25.10.06	AMF
Compte annuels exercice 2005-2006	13.10.06	AMF - BALO - Wire les échos - La Tribune - Investir

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPA - LOI 2006-387 DU 31 MARS 2006

> Structure du capital au 02.05.06 :

	Nombre de titres	%	Droits de vote	%
MERIEL William	674 736	55.13	1 149 336	65.75
FERRAND Daniel	185 650	15.17	344 800	19.72
MISEREY Philippe	975	0.08	977	0.06
MERIEL Mauricette	240	0.02	480	0.03
AUTOCONTROLE	109 001	8.91	-	-
CONTRAT DE LIQUIDITE	891	0.07	-	-
FINANCIERE DE L'ÉCHIQUIER	105 958	8.66	105 958	6.06
INDÉPENDANCE EXPANSION SICAV	72 567	5.93	72 567	4.23
ODDO AVENIR	18 355	1.50	18 355	1.05
DIVERS PUBLIC	55 627	4.53	55 627	3.10
	1 224 000	100	1 748 100	100

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L233-11 : Sans objet.

Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 :

Les participations de FINANCIERE DE L' ECHIQUIER et de INDEPENDANCE ET EXPANSION SICAV ont fait l'objet de déclaration de franchissement de seuil.

La société n'est pas contrôlée directement ou indirectement par une société par actions.

Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description (au 30.04.07) :

L'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans. Les actionnaires concernés sont les suivants :

MERIEL William	474 600 actions
FERRAND Daniel	159 150 actions
MISEREY Philippe	2 actions
MERIEL Mauricette	240 actions
ODDO ASSET MANAGEMENT	5 actions

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat de personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier : Sans objet.

Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote : Aucun accord de ce type n'existe à notre connaissance.

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société :

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix huit au plus.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante quinze ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés (Il est précisé à ce titre qu'en attente d'une modification statutaire ultérieure, les statuts prévoient les anciens quorum légaux de respectivement un tiers et un quart, automatiquement remplacés par les nouveaux quorums légaux susvisés).

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

Pouvoirs du conseil d'administration, en particulier sur l'émission ou le rachat d'actions :

Les pouvoirs du conseil d'administration ne sont pas limités par les statuts.

L'assemblée générale du 16.10.2006 a donné au conseil d'administration les pouvoirs suivants :

- > Rachat d'actions : - le conseil d'administration pourra faire acquérir à la société ses propres actions dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122.400 actions.
- le prix minimal d'achat par action est de 40 euros et le prix minimum de vente par action est de 30 euros.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 15.04.2008.

L'assemblée générale du 20.10.2005 a donné au conseil d'administration les pouvoirs suivants :

- > Réduction du capital social : le conseil d'administration pourra réduire le capital social de la société dans la limite de 10 % du capital social.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 19.10.2007.

Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts :

En cas de changement dans le management de la société, Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe pourraient, en cas de départ, percevoir une somme égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique :

La société s'est engagée en cas de révocation de la fonction de directeur général délégué de Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe, ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Monsieur PIERRE Stéphane, directeur général de FIDBACK CRM Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à 12 mois de rémunération brute mensuelle de base.

ORDRE DU JOUR
ET TEXTES DES RÉSOLUTIONS

ORDRE DU JOUR ET TEXTE DES RÉOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN DATE DU 16 OCTOBRE 2007

Ordre du jour

- Présentation des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport de gestion établis par le conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 30 avril 2007 ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission, et sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce ;
- Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et des conventions ;
- Affectation du résultat ;
- Distribution de dividendes aux actionnaires ;
- Renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce donnée par l'assemblée générale du 16 octobre 2006 ; pouvoirs au Conseil d'Administration.
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

Texte des résolutions

> PREMIÈRE RÉOLUTION - APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 30 avril 2007, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par une perte nette comptable de 1.346.986,62 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration et aux directeurs généraux délégués quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Elle approuve enfin le montant global s'élevant à 16.189 euros, des dépenses et charges non déductibles du bénéfice assujettis à l'impôt sur les sociétés, lequel compte tenu du résultat fiscal déficitaire, a réduit le déficit reportable à due concurrence.

> DEUXIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 30 avril 2007 approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés arrêtés à cette date, se soldant par une perte nette comptable de 312 214,93 euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration et aux directeurs généraux quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

> TROISIÈME RÉOLUTION – CONVENTIONS VISÉES AUX ARTICLES L 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DU COMMERCE

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce, approuve chacune des conventions relatives dans ce rapport.

> QUATRIÈME RÉOLUTION - AFFECTATION DU RÉSULTAT - DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

L'assemblée générale décide d'imputer la perte de l'exercice s'élevant à la somme de 1.346.986,62 euros sur le compte de la réserve facultative qui se trouve ramené de + 12.900.205,11 euros à + 11.553.218,49 euros.

L'assemblée générale décide également de prélever une somme de 734.400 euros sur le compte de la réserve facultative, qui passe en conséquence de + 11.553.218,49 euros à la somme de + 10.818.818,49 euros, pour la distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

Le dividende revenant à chaque action s'élève à 0,60 euros.

Il est mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il sera affecté d'un abattement de 40 % avant imposition chez les associés personnes physiques.

Montant global des dividendes	Dividendes revenant aux titres détenus par des personnes physiques et ouvrant droit à abattement de 40%	Dividendes revenant aux titres détenus par des personnes morales et n'ouvrant pas droit à abattement de 40%
734 400 €		

L'assemblée générale reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois précédents exercices, les dividendes distribués à chaque action et l'avoir fiscal correspondant se sont élevés à :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende global	Dividende par action	Avoir fiscal par action	Revenu global par action
2003-2004	1 224 000	1 224 000 €	1,00 €	0,50 €	1,50 €

Les exercices ci-dessus ne sont pas concernés par l'abattement de 50 %, inapplicable à l'époque.

Exercice	Montant global des dividendes	Dividendes revenant aux titres détenus par des personnes physiques et ouvrant droit à abattement de 40%	Dividendes revenant aux titres détenus par des personnes morales et n'ouvrant pas droit à abattement de 40%
2004-2005	1 468 800 €		

Exercice	Montant global des dividendes	Dividendes revenant aux titres détenus par des personnes physiques et ouvrant droit à abattement de 40%	Dividendes revenant aux titres détenus par des personnes morales et n'ouvrant pas droit à abattement de 40%
2005-2006	1 468 800 €		

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenues par la société, sera reclassée en réserve facultative.

> CINQUIEME RESOLUTION - RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE PERMETTRE A LA SOCIETE D'INTERVENIR SUR SES PROPRES ACTIONS

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée ordinaire, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration autorisé, conformément aux articles L.225-209 et suivants du code de commerce, le conseil d'administration à acquérir des actions de la société et dans les conditions suivantes :

- prix maximal d'achat par action : 30 Euros (hors frais d'acquisition);
- prix minimal de vente par action : 25 Euros (hors frais de cession) ;
- le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122.400 actions, le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 3.672.000 euros.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

La présente autorisation a pour objet de permettre à la société d'utiliser les possibilités d'acquisitions pour remettre des actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente assemblée générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 15 avril 2009 et annule la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

SIXIEME RESOLUTION - POUVOIRS POUR FORMALITÉS

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.

SA AU CAPITAL DE 2 019 600 EUROS - RCS EVREUX 333 500 346